

---

**MISSION**

**ADMINISTRATION DU TERRITOIRE**

---

**RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE**

**ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2020**

Le Rapport Annuel de Performance (RAP) est le bilan d'un exercice budgétaire, pour une mission.

La présentation du bilan pour la mission reprend :

- le bilan stratégique de la mission, avec notamment l'avancement des objectifs les plus représentatifs de la mission ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et action, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et titre, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau de la mission

Chaque programme constitutif de la mission détaille les parties suivantes :

- *Le bilan stratégique du programme :*
  - o la présentation du programme
  - o l'avancement des objectifs stratégiques dans une perspective pluriannuelle, qui met en perspective les actions menées durant l'année et les années précédentes, par rapport à l'échéance de mise en œuvre de l'objectif stratégique dans son ensemble.
- *Le bilan des moyens consommés par le programme durant l'exercice budgétaire :*
  - o le récapitulatif des crédits consommés par le programme durant l'exercice budgétaire, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), et détaillés selon la nomenclature par destination (actions) et par nature (titres) ;
  - o le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau du programme.
- *Les évolutions en termes d'emplois de l'Etat et de ses opérateurs :*
  - o la présentation de la situation relative aux emplois de l'administration et aux emplois des opérateurs de l'Etat en fin d'exercice.
- *L'analyse de l'utilisation des moyens mis à disposition du programme durant l'année :*
  - o la mise en évidence, pour chaque titre, des écarts entre la consommation prévue et la consommation effective des moyens, avec une explication de ces écarts.
- *Le bilan du travail avec les opérateurs au cours de l'année :*
  - o la mise en évidence, pour chaque opérateur intervenant dans le champ du programme, des moyens mis à disposition et des résultats atteints comparés aux engagements pris par l'opérateur vis-à-vis de l'Etat, et par l'Etat vis-à-vis de l'opérateur.

|   |           |
|---|-----------|
| <b>AVANT-PROPOS</b>   | <b>2</b>  |
| <b>PROGRAMME ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>                                    | <b>5</b>  |
| <b>BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME</b>   | <b>6</b>  |
| PRESENTATION DU PROGRAMME   | 6         |
| OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE                       | 8         |
| <b>PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES</b>  | <b>13</b> |
| RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE                    | 13        |
| <b>ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS</b>                                      | <b>15</b> |
| TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL   | 15        |
| TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES   | 15        |
| TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS  | 16        |
| <b>PROGRAMME GESTION DES COLLECTIVITES LOCALES</b>                              | <b>17</b> |
| <b>BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME</b>   | <b>18</b> |
| <b>AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE</b> | <b>20</b> |
| <b>PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES</b>  | <b>23</b> |
| <b>RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE</b>             | <b>23</b> |
| <b>EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS</b>                        | <b>25</b> |
| <b>EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT</b>  | <b>25</b> |
| <b>ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS</b>                                      | <b>26</b> |
| TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL   | 26        |
| TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES   | 26        |
| TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS  | 27        |
| TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT   | 27        |
| <b>PROGRAMME GESTION DES CATASTROPHES</b>                                       | <b>28</b> |
| <b>BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME</b>   | <b>29</b> |
| PRESENTATION DU PROGRAMME   | 29        |
| AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE        | 31        |
| <b>PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES</b>  | <b>34</b> |
| RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE                    | 34        |
| RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME                 | 35        |
| <b>EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS</b>                        | <b>36</b> |
| EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT   | 36        |
| <b>ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS</b>                                      | <b>37</b> |
| TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL   | 37        |
| TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES   | 37        |
| TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS  | 38        |
| TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT   | 38        |
| <b>PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN</b>  | <b>40</b> |
| <b>BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME</b>   | <b>41</b> |
| PRESENTATION DU PROGRAMME   | 41        |
| AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE        | 42        |
| <b>PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES</b>  | <b>45</b> |

|   |           |
|---|-----------|
| RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE    | 45        |
| RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME | 46        |
| <b>EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS</b>        | <b>47</b> |
| EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT                                 | 47        |
| <b>ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS</b>                      | <b>48</b> |
| TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES                         | 48        |

# PROGRAMME ADMINISTRATION TERRITORIALE

## PRESENTATION DU PROGRAMME

### PERIMETRE DU PROGRAMME

Le Programme Administration Territoriale a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique publique en matière d'administration du territoire et d'élections ainsi que des libertés publiques.

Il est notamment chargé de :

- la coordination de l'activité des unités territoriales déconcentrées et décentralisées (gouvernorats, préfectures, sous-préfecture, conseils départementaux et conseils communaux) ;
- la gestion des opérations électorales ;
- la reconnaissance légale des structures associatives et partis politiques ;
- la délimitation des circonscriptions administratives ;
- la délimitation et la gestion des frontières.

Le programme est placé sous la responsabilité du Directeur Général des Elections et des Libertés Publiques (DGELP), responsable de programme.

Le Programme Administration Territoriale est en articulation avec le Programme Police Nationale, le Programme Intégration Africaine, Coopération Internationale et le Programme Affaires Etrangères.

En outre, Le Programme Administration Territoriale doit travailler :

- en collaboration avec le Centre Gabonais des Elections (CGE) ;
- en cohérence avec la Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel (CNPDCP) ;
- en cohérence avec l'Agence Nationale des Infrastructures Numériques et des Fréquences (ANINF).

### PRESENTATION DES ACTIONS

Le Programme Administration Territoriale comprend trois actions : Gestion et coordination de l'Administration du Territoire, Gestion des frontières, Vie démocratique.

#### **ACTION N° 1 : Gestion et coordination de l'administration du territoire**

Cette action, portée par la Direction Générale de l'Administration du Territoire (DGAT) comprend les principales activités suivantes :

- représentation de l'Etat sur l'ensemble du territoire ;
- coordination des circonscriptions administratives ;
- délivrance des autorisations d'achat et vente d'armes, des mains levées de cautions électorales et de rapatriement, des jeux de hasard et société de gardiennage, d'exhumation et d'inhumation dans les concessions familiales ;
- délimitation et découpage du territoire.
- gestion de l'information territoriale.

#### **ACTION N° 2 : Gestion des frontières**

Cette action, portée par la Direction Générale de l'Administration du Territoire et par la Commission Nationale des Frontières (CNF) comprend les principales activités suivantes :

- application des textes législatifs et réglementaires ;
- surveillance des frontières ;
- sécurité et insécurité transfrontalière ;
- arbitrage des contentieux frontaliers.

Cette action, portée par la Direction Générale des Elections et des Libertés Publiques (DGELP), comprend essentiellement les activités suivantes :

- délimitation des circonscriptions électorales ;
- mise à jour du fichier électoral ;
- dressage de la liste électorale ;
- production et distribution des cartes d'électeurs ;
- instruction civique des électeurs en matière de vote ;
- légalisation des structures associatives, partis politiques, et confessions religieuses ;
- encadrement des libertés d'association et de culte dans le respect de l'ordre public.

### PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

---

Parmi les éléments de contexte qui impactent le programme Administration territoriale, il faut noter :

- le poids croissant des nouvelles technologies (par exemple, l'introduction de la biométrie dans le processus électoral et l'état civil) ;
- le développement de logiques d'action plus collectives au sein de la population (multiplication des demandes de reconnaissance d'associations, croissance des demandes d'autorisations de réunions publiques), l'autonomisation et la structuration progressives de la société civile ;
- des engagements internationaux de plus en plus impactant (en matière de vie démocratique notamment)
- l'intérêt croissant des médias pour les actions relevant du programme (élections, vie associative, réunions publiques ...)
- d'une façon générale, la forte augmentation des demandes des citoyens et usagers vis-à-vis de l'administration.

Les attentes de la population et de la société civile vis-à-vis du programme sont principalement les suivantes :

- la proximité des administrations avec les administrés ;
- la communication avec les populations ;
- une information plus précise sur les réglementations applicables ;
- le conseil et l'accompagnement des usagers dans le cadre de leurs demandes ;
- un traitement plus rapide des demandes des citoyens / usagers.

### ENJEUX

---

- Garantir l'exercice effectif des libertés publiques et des droits démocratiques reconnus par la loi et promouvoir la tranquillité publique ;
- Pouvoir disposer de frontières claires et admises par l'ensemble des pays limitrophes ;
- Assurer un pilotage et une coordination efficace de l'action des Gouvernorats, Préfectures et Sous-préfectures.

### RAPPEL DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

---

**OBJECTIF N°1 : Parvenir à améliorer sur la période 2020-2023 l'encadrement des débits de boissons ainsi que les stocks d'armes et munitions dans les sociétés de sécurité privées.**

**OBJECTIF N°2 : Sur la période 2020-2023, avoir réussi à démarquer, à restaurer, à prévenir les litiges et à préserver l'intégrité du territoire national**

**OBJECTIF N°3 : d'ici à fin 2020-2023, être parvenu à déployer l'Etat civil numérique biométrique, centralisé et à améliorer le niveau du civisme électoral**

**OBJECTIF N° 1 : Parvenir à améliorer sur la période 2020-2023 l'encadrement des débits de boissons ainsi que les stocks d'armes et munitions dans les sociétés de sécurité privées**

**Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

**Résultats annuels**

- Résultat annuel attendu 1 : recenser les débits de boissons dans la commune d'Akanda
- Résultat annuel attendu 2 : recenser les stocks d'armes et munitions dans les sociétés de sécurité privées dans les communes de Libreville, d'Owendo et d'Akanda.
- Résultat annuel attendu 3 : alimenter le fichier central des dépôts d'armes et munitions civiles dans les communes de Libreville, d'Owendo et d'Akanda.
- Résultat annuel attendu 4 : alimenter le fichier central des débits de boissons avec les données recueillies dans la commune d'Akanda.

**Indicateurs :**

| Intitulé  | Unité         | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP | 2020 Cible | Cible Echéance (2021) |
|---|---------------|------------------|--------------------|------------|-----------------------|
| <i>Nombre d'arrondissements ayant fait l'objet d'un recensement de débits de boissons</i>   | <i>Nombre</i> | <i>6</i>         | <i>2</i>           | <i>0</i>   | <i>2</i>              |
| <i>Taux d'alimentation du fichier des débits de boissons</i>  | <i>%</i>      | <i>100</i>       | <i>100</i>         | <i>0</i>   | <i>100</i>            |
| <i>Nombre d'arrondissements ayant fait l'objet d'un recensement des stocks d'armes et munitions dans les sociétés de sécurité privées</i> | <i>Nombre</i> | <i>0</i>         | <i>0</i>           | <i>0</i>   | <i>10</i>             |
| <i>Taux d'alimentation du fichier des stocks d'armes et munitions dans les sociétés de sécurité privées</i>                               | <i>%</i>      | <i>0</i>         | <i>0</i>           | <i>0</i>   | <i>100</i>            |

*Source des données : DGAT*

**Précisions méthodologiques :**

- nombre d'arrondissement ayant fait l'objet d'un recensement des débits de boisson : simple comptage ;
- les taux d'alimentation du fichier des débits de boisson sont calculés en donnant une pondération de 50% pour chaque arrondissement de la commune d'Akanda ;
- nombre d'arrondissement ayant fait l'objet d'un recensement des stocks d'armes et munitions dans les sociétés de sécurité privées : simple comptage.
- les taux d'alimentation du fichier des stocks d'armes et munitions dans les sociétés de sécurité privées sont calculés en donnant une pondération de 50% pour chaque arrondissement des communes de Libreville, Owendo et Akanda ;

**ELÉMENTS CLÉS DE LA STRATÉGIE D'ACTION**

- développer l'information et la communication vis à vis des publics concernés.
- collecter les données auprès des équipes, saisir les données sur le fichier.
- mettre en place trois équipes chargées du recensement : définir un modus operandi, recenser les débits de boissons.
- mettre en place trois équipes chargées du recensement : définir un modus operandi, recenser des stocks d'armes et munitions dans les sociétés de sécurité privées.
- collecter les données auprès des équipes, saisir les données dans le fichier.



## **CONTRIBUTION DES PARTENAIRES**

- Direction Générale de la Statistique : appui méthodologique dans la définition de la typologie des données et l'architecture du fichier.
- Forces de Police Nationale, Gendarmerie Nationale, Direction Générale de la Documentation et de l'Immigration, Agence Nationale de la Promotion des Investissements, Ministère de la Justice : implication dans la révision de la réglementation et des procédures sur les débits de boisson et des stocks d'armes et munitions dans les sociétés de sécurité privées sur les processus transversaux de gestion.

### **Explication du niveau d'atteinte des résultats :**

- Une mission de terrain a été effectuée dans la commune d'Akanda pour le recensement des débits de boissons ;

Le recenser les stocks d'armes et munitions dans les sociétés de sécurité privées dans les communes de Libreville, d'Owendo et d'Akanda a été mené par nos équipes ;

Le fichier central des dépôts d'armes et munitions civiles a été alimenté dans les communes de Libreville, d'Owendo et d'Akanda ;

Le fichier central des débits de boissons a été alimenté avec les données recueillies dans la commune d'Akanda.

Les activités réalisées par la Direction Générale de l'Administration du Territoire en 2020 se résument essentiellement au traitement des dossiers soumis quotidiennement à ses services.

Au titre des missions sur le terrain, le recensement des débits de boissons dans la commune d'Akanda n'a pas eu lieu à cause de la pandémie de la COVID-19. Toutefois, trois agents de la DGAT ont pu prendre part à la mission d'inspection organisée par l'Inspection Générale des Services du 09 au 30 novembre 2020, à travers le pays. Cette mission avait pour but le contrôle et la vérification des services déconcentrés et décentralisés.

**OBJECTIF N° 2: Sur la période 2020-2023, avoir réussi à démarquer, à restaurer, à prévenir les litiges et à préserver l'intégrité du territoire national**

### **Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

### **Résultats annuels**

- Résultat annuel attendu 1 : actualiser la carte administrative des villages dans les provinces de l'Estuaire, du Moyen-Ogooué ;
- Résultat annuel attendu 2 : résoudre 40% restant du litige frontalier entre le Gabon et le Cameroun ;
- Résultat annuel attendu 3 : résoudre 95% restant du litige frontalier entre le Gabon et la Guinée-équatoriale.
- Résultat annuel attendu 4 : résoudre 20% restant du litige frontalier entre le Gabon et Sao tomé ;
- Résultat annuel attendu 5 : résoudre 58% restant du litige frontalier entre le Gabon et le Congo.

### **Indicateurs**

| Intitulé   | Unité  | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Prévision PAP | 2022<br>Cible | 2023<br>Cible | Cible<br>Echéance |
|--|--------|---------------------|-----------------------|---------------|---------------|-------------------|
| Nombre de villages à mettre à jour dans la carte administrative                                  | nombre | N/A                 | 500                   | 719           | 1438          | 3000              |
| Taux d'avancement dans le processus de règlement des litiges frontaliers                         | %      | N/A                 | N/A                   | 45%           | 100%          | 100% (2023)       |
| Taux d'avancement dans le processus de règlement du litige frontalier Gabon-Cameroun             | %      | N/A                 | 15%                   | 15%           | 10%           | 100% (2023)       |
| Taux d'avancement dans le processus de règlement du litige frontalier Gabon-Guinée Equatoriale   | %      | N/A                 | 35%                   | 30%           | 30%           | 100% (2023)       |
| Taux d'avancement dans le processus de règlement du litige frontalier Gabon-Sao Tomé             | %      | N/A                 | 10%                   | 5%            | 5%            | 100% (2023)       |
| Taux d'avancement dans le processus de règlement du litige frontalier entre le Gabon et le Congo | %      | N/A                 | 20%                   | 20%           | 18%           | 100% (2019)       |

Source des données : DGAT/ INC

### **Précisions méthodologiques :**

Nombre de départements dont les villages ont été recensés : simple décompte.

### **ELÉMENTS CLÉS DE LA STRATÉGIE D'ACTION**

- formaliser un programme de travail ;
- recenser et caractériser les zones floues dans les limites administratives (analyse des données disponibles, échange d'information avec le personnel de commandement) ;
- effectuer des relevés topographiques des villages ;
- concevoir et mettre en œuvre tout mécanisme de surveillance des frontières et de prévention des conflits et des litiges ;
- procéder avec la partie camerounaise à la reconnaissance de tous les segments terrestre et fluvial, ainsi que celle de la matérialisation du passage du parallèle 1°15'N du Kom à l'Ayina ;
- faire ratifier la convention portant délimitation de la frontière maritime entre le Gabon et Sao-Tomé et Principe, signé à Sao-Tomé le 26 avril 2001 ;
- procéder avec la partie congolaise à la reconnaissance de la frontière terrestre et tracer la frontière maritime.

### **CONTRIBUTION DES PARTENAIRES**

- Institut National de la Cartographie : production et impression des cartes ;
- AGEOS : informations spatiales ;
- ANUTTC : questions foncières.

### **Explication du niveau d'atteinte des résultats :**

Une mission de terrain a été effectuée pour actualiser la carte administrative des villages dans les provinces de l'Estuaire, du Moyen-Ogooué ;

Une mission conjointe a été effectuée pour résoudre 40% restant du litige frontalier entre le Gabon et le Cameroun ;

Une mission conjointe a été effectuée pour résoudre 95% restant du litige frontalier entre le Gabon et la Guinée-équatoriale ;

Une mission conjointe a été effectuée pour résoudre 20% restant du litige frontalier entre le Gabon et Sao tomé ;

Une mission conjointe a été effectuée pour résoudre 58% restant du litige frontalier entre le Gabon et le Congo.

Toutes les missions nous ont permis d'engager un montant global de **149 000 000 FCFA**.

**OBJECTIF N° 3 : d'ici à fin 2020-2023, être parvenu à déployer l'Etat civil numérique biométrique,**

**Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

**Résultat annuel****Améliorer le niveau du civisme électoral**

- Résultat annuel attendu 1 : organiser les ateliers de spécifications relatifs à la version finale de l'application numérique et biométrique de l'état civil ;
- Résultat annuel attendu 2 : élaborer les textes d'application relatifs à aux textes de lois sur l'état-civil et le Numéro d'Identification Personnel (NIP) ;
- Résultat annuel attendu 3 : mettre en place la nouvelle carte nationale d'identité biométrique et électronique ;
- Résultat annuel attendu 4 : consolider le sentiment républicain par le renforcement de la citoyenneté et du civisme ;
- Résultat annuel attendu 5 : organiser une campagne de sensibilisation au civisme électoral pour au moins une élection.

**Indicateur**

| Intitulé   | Unité  | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Prévision PAP | 2022<br>Cible | 2023<br>Cible | Cible Echéance |
|--|--------|---------------------|-----------------------|---------------|---------------|----------------|
| <i>Nombre d'ateliers de spécifications organisés</i>   | Nombre | N/A                 | 1                     | 1             | 1             | 3              |
| <i>Nombre de textes d'application élaborés</i>   | Nombre | N/A                 | 4                     | 2             | 2             | 8              |
| <i>Taux de réalisation de la mise en place de la nouvelle carte nationale d'identité biométrique et électronique</i> | %      | N/A                 | 30%                   | 30%           | 40%           | 100%           |
| <i>Nombre de campagnes de sensibilisation au civisme électoral organisées</i>  | Nombre | N/A                 | 1                     | 1             | 1             | 3              |

*Source des données : DGELP/DGAT*

**Précisions méthodologiques :**

Nombre d'ateliers organisés : simple comptage, avec cumul sur les années ;  
 Nombre de textes d'application élaborés : simple comptage, avec cumul sur les années ;  
 Taux de réalisation de la mise en place de la nouvelle carte nationale d'identité : pourcentage ;  
 Nombre de campagnes de sensibilisation au civisme électoral organisées : simple comptage, avec cumul sur les années.

**Éléments clés de la stratégie d'action**

- organiser des ateliers de spécifications ;
- mettre en place une commission de rédaction de textes ;
- rendre opérationnel le service de la carte nationale d'identité nationale biométrique et électronique ;
- organiser des campagnes de sensibilisation sur le civisme électoral.

**Explication du niveau d'atteinte des résultats :**

Après plusieurs ateliers organisés pour la finalisation de l'application de production et de gestion des documents relatifs à l'état civil biométrique, nous attendons toujours la recette de la version finale ainsi que la promulgation de la loi relative à l'état civil biométrique en République Gabonaise.

La loi sur le Numéro d'Identification Personnel (NIP) a été promulguée depuis 2020 par le Président de la République. Il reste à organiser des ateliers pour la rédaction des textes d'application y relatifs.

La loi relative à l'état civil en République Gabonaise est toujours en attente de promulgation.

La CNIE (Carte Nationale d'Identité Électronique) sera produite par la DGDI (Direction Générale de la Documentation et de l'Immigration) qui, par ailleurs produit déjà le passeport électronique. Déjà en phase test, la CNIE pourra être disponible en 2022.

des missions de terrain ont été effectuées sur la sensibilisation et le suivi des mesures gouvernementales auprès des confessions religieuses sur la COVID-19, les ateliers de spécifications relatives au traitement automatique de numérisation et de vérification des données relatives à la banque de données, la gestion des associations et un séminaire relatif au traitement automatique des associations religieuses et ainsi que le fonctionnement des services.

# PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

## RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

| Action et titre   | Autorisations d'engagement             |   |                      | Crédits de paiement                      |   |                      |
|---|--|---|----------------------|--|---|----------------------|
|   | AE ouvertes<br>en LFR pour 2020<br>(a) | AE engagées<br>en LFR pour<br>2020<br>(b) | Ecart<br>(a - b)     | CP ouverts<br>en LFR<br>pour 2020<br>(c) | CP<br>consommés<br>en LFR pour<br>2020<br>(d) | Ecart<br>(c) - (d)   |
| <b>N°2.136 Action1: Gestion et coordination de l'administration du territoire</b> | <b>5 220 441 691</b>                   | <b>2 250 961 201</b>                      | <b>2 969 480 490</b> | <b>5 220 441 691</b>                     | <b>2 250 961 201</b>                          | <b>2 969 480 490</b> |
| Titre 2. Dépenses de personnel  | 3 899 351 166                          | 88 065 000                                | 3 811 286 166        | 3 899 351 166                            | 88 065 000                                    | 3 811 286 166        |
| Titre 3. Dépenses de biens et services  | 421 855 825                            | 1 026 029 201                             | -604 173 376         | 421 855 825                              | 1 026 029 201                                 | -604 173 376         |
| Titre 4. Dépenses de transfert  | 899 234 700                            | 1 136 867 000                             | -237 632 300         | 899 234 700                              | 1 136 867 000                                 | -237 632 300         |
| Titre 5. Dépenses d'investissement  | 0                                      | 0   | 0                    | 0  | 0   | 0                    |
| <b>N°2.136 Action.2: Gestion des frontières</b>                                   | <b>110 592 271</b>                     | <b>149 275 000</b>                        | <b>-38 682 729</b>   | <b>110 592 271</b>                       | <b>149 275 000</b>                            | <b>-38 682 729</b>   |
| Titre 2. Dépenses de personnel  | 0                                      | 0   | 0                    | 0  | 0   | 0                    |
| Titre 3. Dépenses de biens et services  | 110 592 271                            | 149 275 000                               | -38 682 729          | 110 592 271                              | 149 275 000                                   | -38 682 729          |
| Titre 4. Dépenses de transfert  | 0                                      | 0   | 0                    | 0  | 0   | 0                    |
| Titre 5. Dépenses d'investissement  | 0                                      | 0   | 0                    | 0  | 0   | 0                    |
| <b>N°2.136 Action.3: Vie démocratique</b>   | <b>339 852 302</b>                     | <b>124 506 260</b>                        | <b>215 346 042</b>   | <b>339 852 302</b>                       | <b>124 506 260</b>                            | <b>215 346 042</b>   |
| Titre 2. Dépenses de personnel  | 21 720 276                             | 0   | 21 720 276           | 21 720 276                               | 0   | 21 720 276           |
| Titre 3. Dépenses de biens et services  | 148 653 726                            | 124 506 260                               | 24 147 466           | 148 653 726                              | 124 506 260                                   | 24 147 466           |
| Titre 4. Dépenses de transfert  | 169 478 300                            | 0   | 169 478 300          | 169 478 300                              | 0   | 169 478 300          |
| Titre 5. Dépenses d'investissement  | 0                                      | 0   | 0                    | 0  | 0   | 0                    |
| <b>Total pour le programme</b>  | <b>5 670 886 264</b>                   | <b>2 524 103 461</b>                      | <b>3 146 782 803</b> | <b>5 670 886 264</b>                     | <b>2 524 103 461</b>                          | <b>3 146 782 803</b> |
| Titre 2. Dépenses de personnel  | 3 921 071 442                          | 88 065 000                                | 3 833 006 442        | 3 921 071 442                            | 88 065 000                                    | 3 833 006 442        |
| Titre 3. Dépenses de biens et services  | 681 101 822                            | 1 299 810 461                             | -618 708 639         | 681 101 822                              | 1 299 810 461                                 | -618 708 639         |
| Titre 4. Dépenses de transfert  | 1 068 713 000                          | 1 136 867 000                             | -68 154 000          | 1 068 713 000                            | 1 136 867 000                                 | -68 154 000          |
| Titre 5. Dépenses d'investissement  | 0                                      | 0   | 0                    | 0  | 0   | 0                    |

### Explication des principaux écarts :

Inscrit à hauteur de **5 670 886 264 FCFA**, le budget du programme Administration Territoriale a été exécuté pour un montant de **2 524 103 461**, soit un écart de **3 146 782 803 FCFA** correspondant à un taux d'exécution de **44,51%**. Cet écart se justifie ainsi qu'il suit :

Réserve obligatoire 1 134 177 253 FCFA ;  
**Montant non engagé 2 012 605 550 FCFA pour des raisons de fermeture du budget avant.**

### **Le titre 2 a fait l'objet d'un transfert vers une autre mission.**

**Titre 2** – les dépenses de personnel ont été ouvertes à **3 921 071 442 FCFA** et ont été exécutées à **88 065 000 FCFA**, soit un taux d'exécution évalué à **2,25 %**. L'écart observé de **3 833 006 442 FCFA** s'explique un transfert vers une autre mission du budget de l'Etat.

**Titre 3** - Dépenses de biens et services : le montant ouvert était de 681 101 822 FCFA. Le montant engagé est de 1 299 810 461 FCFA. Ce montant se justifie par un transfert reçu d'une autre mission, avec un taux d'exécution de 190,84%.

**Titre 4** – les dépenses de transfert ont été ouvertes à 1 068 713 000 FCFA et ont été engagées à hauteur de

1 136 867 000. Ce montant se justifie par un transfert reçu d'une autre mission, soit un taux d'exécution de **106,38%**.

### Récapitulation des mouvements entre actions et titres au sein du programme

#### Tableau récapitulatif des mouvements entre actions et titres

|  | Titre 1  | Titre 2  | Titre 3             | Titre 4             | Titre 5  | Titre 6  | Total               |
|--|----------|----------|---------------------|---------------------|----------|----------|---------------------|
| Action1: Gestion et coordination de l'administration du territoire | 0        | 0        | -604 173 376        | -237 632 300        | 0        | 0        | -841 805 676        |
| Action2 : Gestion des frontières                                   | 0        | 0        | -38 682 729         | 0                   | 0        | 0        | -38 682 729         |
| Action .3: Vie démocratique  | 0        | 0        | 0                   | 0                   | 0        | 0        | 0                   |
| <b>Total des mouvements</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>-642 856 105</b> | <b>-237 632 300</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>-880 488 405</b> |

#### Explication globale de l'utilisation de la fongibilité :

L'augmentation du titre 3 d'un montant de **642 856 105** est dû à la prise en charge des dépenses urgentes de fonctionnement des services du Ministère de l'Intérieur, de l'organisation de l'élection législative partielle du 4 avril 2020, et du financement des actions prioritaires au profit de la Commission Nationale des Frontières.

L'augmentation du titre 4 d'un montant de **237 632 300** a servi au paiement des arriérés des émoluments de chefferies.

### Transferts

#### Tableau récapitulatif des transferts

| Programme source du transfert | Programme destinataire du transfert | Titre   | Modification du montant d'AE pour le programme | Modification du montant de CP pour le programme |
|-------------------------------|-------------------------------------|---------|--|---|
| Programme 2.136               | Programme 11.444                    | Titre 2 | 288 250 000                                    | 288 250 000                                     |
| Programme 2.136               | Programme 11.458                    | Titre 2 | 275 000 000                                    | 275 000 000                                     |
| Programme 23 780              | Programme 2.136                     | Titre 2 | 3 510 872                                      | 3 510 872                                       |
| Programme 23 780              | Programme 2.136                     | Titre 3 | 125 000 000                                    | 125 000 000                                     |
| Programme 23 780              | Programme 2.136                     | Titre 4 | 372 517 505                                    | 372 517 505                                     |
| <b>Total des Transferts</b>   |                                     |         | <b>1 064 278 377</b>                           | <b>1 064 278 377</b>                            |
| dont Titre 2                  |                                     |         | 566 760 872                                    | 566 760 872                                     |

#### Explication des impacts de chaque transfert :

##### TITRE 2

Le titre 2 a fait l'objet d'un transfert du programme administration territoriale vers la mission de l'Education Nationale et l'Enseignement professionnel :

Enseignement pré-primaire et primaire d'un montant de 288 250 000 ;

Enseignement Technique et professionnel pour un montant de 275 000 000 soit un total de 563 250 000 FCFA.

Par ailleurs il a aussi eu des transferts du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles d'un montant de 3 510 872 vers le programme administration du territoire pour combler le déficit salarial de la main d'œuvre non permanente.

##### TITRE 3

Le programme administration du territoire a aussi bénéficié d'une dotation en biens et services à hauteur de 125 000 000 pour la prise en charge du financement des actions prioritaires au profit de la Commission Nationale des Frontières.

##### TITRE 4

S'agissant des dépenses de transfert le programme a bénéficié d'une dotation à hauteur de 372 517 505 pour pallier aux arriérés des émoluments de chefferies.

# ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

## TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

|   | Crédits de titre 2 prévus dans la LFR |                      | Crédits de titre 2 consommés |                      | Ecart                |                      |
|---|---------------------------------------|----------------------|------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
|   | AE                                    | CP                   | AE                           | CP                   | AE                   | CP                   |
| Masse salariale des emplois de l'administration   | 5 868 068 810                         | 5 868 068 810        | 3 674 614 328                | 3 674 614 328        | 2 193 454 482        | 2 193 454 482        |
| Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère | 0                                     | 0                    | 0                            | 0                    | 0                    | 0                    |
| <b>Total des crédits de titre 2</b>   | <b>5 868 068 810</b>                  | <b>5 868 068 810</b> | <b>3 674 614 328</b>         | <b>3 674 614 328</b> | <b>2 193 454 482</b> | <b>2 193 454 482</b> |

### Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

Voir avec les services concernés à savoir le Ministère en charge du Budget.

## TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

|   | Crédits de titre 3 prévus dans la LF |                    | Crédits de titre 3 consommés |                      | Ecart                |                      |
|---|--------------------------------------|--------------------|------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
|   | AE                                   | CP                 | AE                           | CP                   | AE                   | CP                   |
| <b>ACTION 1 : Gestion et coordination de l'administration du territoire</b> | <b>424 855 825</b>                   | <b>424 855 825</b> | <b>1 026 029 201</b>         | <b>1 026 029 201</b> | <b>- 604 173 376</b> | <b>- 604 173 376</b> |
| Activité 1 : Gestion de l'administration territoriale en centrale           | 94 621 450                           | 94 621 450         | 679 241 701                  | 679 241 701          | -584 620 251         | -584 620 251         |
| Activité 2 : Gestion de l'administration territoriale en déconcentré        | 327 234 375                          | 327 234 375        | 346 787 500                  | 346 787 500          | -19 553 125          | -19 553 125          |
| <b>ACTION 2 : Gestion des frontières</b>                                    | <b>110 592 271</b>                   | <b>110 592 271</b> | <b>149 275 000</b>           | <b>149 275 000</b>   | <b>-38 682 729</b>   | <b>-38 682 729</b>   |
| <b>ACTION 3 : Vie démocratique</b>  | <b>148 653 726</b>                   | <b>148 653 726</b> | <b>124 506 260</b>           | <b>124 506 260</b>   | <b>24 147 466</b>    | <b>24 147 466</b>    |
| Activité 1 : Election et libertés publiques                                 | 148 653 726                          | 148 653 726        | 124 506 260                  | 124 506 260          | 24 147 466           | 24 147 466           |
| <b>Total des crédits de titre 3</b>   | <b>681 101 822</b>                   | <b>681 101 822</b> | <b>1 299 810 461</b>         | <b>1 299 810 461</b> | <b>-618 708 639</b>  | <b>-618 708 639</b>  |

### Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations

#### **ACTION 1 : Gestion et coordination de l'administration du territoire 1 026 029 201 FCFA**

##### **Activité 1 : Gestion de l'administration territoriale en centrale 679 241 701 FCFA**

Ce montant a servi pour le fonctionnement du cabinet du Directeur Général et ses différents services

##### **Activité 2 : Gestion de l'administration territoriale en déconcentré 346 787 500 FCFA**

Ce montant a servi pour le fonctionnement des services déconcentré à savoir Gouvernorat, Préfecture et Sous-préfecture.

#### **ACTION 2 : Gestion des frontières 149 275 000 FCFA**

Le fonctionnement de la commission et les missions urgentes.

#### **ACTION 3 : Vie démocratique 124 506 260 FCFA**

Dans cette action nous avons le fonctionnement du cabinet du Directeur Général, les différents services, le Projet Iboga et aux activités liées a atteinte de l'objectif.

**TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS**

| Actions   | Crédits de titre 4 prévus dans la LF |                      | Crédits de titre 4 consommés |                      | Ecart              |                    |
|---|--------------------------------------|----------------------|------------------------------|----------------------|--------------------|--------------------|
|   | AE                                   | CP                   | AE                           | CP                   | AE                 | CP                 |
| <b>ACTION 1 : Gestion et coordination de l'administration du territoire</b> | 899 234 700                          | 899 234 700          | 1 136 867 000                | 1 136 867 000        | -237 632 300       | -237 632 300       |
| Transfert 2   | 899 234 700                          | 899 234 700          | 1 136 867 000                | 1 136 867 000        | -237 632 300       | -237 632 300       |
| <b>ACTION 2 : Gestion des frontières</b>                                    | <b>0</b>                             | <b>0</b>             | <b>0</b>                     | <b>0</b>             | <b>0</b>           | <b>0</b>           |
| <b>ACTION 3 : Vie démocratique</b>  | 169 478 300                          | 169 478 300          | 0                            | 0                    | 169 478 300        | 169 478 300        |
| Transfert   | 169 478 300                          | 169 478 300          | 0                            | 0                    | 169 478 300        | 169 478 300        |
| <b>Total des crédits de titre 4</b>   | <b>1 068 713 000</b>                 | <b>1 068 713 000</b> | <b>1 136 867 000</b>         | <b>1 136 867 000</b> | <b>-68 154 000</b> | <b>-68 154 000</b> |

**Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 4 en faisant sortir les différents types de transferts et de bénéficiaires :****ACTION 1 : Gestion et coordination de l'administration du territoire 1 136 867 000 FCFA**

Ce montant a servi au paiement des émoluments des chefferies sur l'étendue du territoire.



# PROGRAMME GESTION DES COLLECTIVITES LOCALES

# BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

## PERIMETRE DU PROGRAMME

---

Le programme "gestion des collectivités locales" est circonscrit autour de l'adaptation du cadre juridique et institutionnel en matière de tutelle de l'Etat sur les collectivités locales, de promotion de la bonne gouvernance et de développement local d'une part, et d'autre part, d'assistance aux collectivités locales sur les plans institutionnel, technique et logistique.

Le responsable du programme gestion des collectivités locales est le Directeur Général des Collectivités Locales.

## PRESENTATION DES ACTIONS

---

### **ACTION N° 1 : optimisation de la performance des collectivités locales**

L'optimisation de la performance des collectivités locales passe notamment par :

- l'impulsion d'un nouveau management des collectivités locales ;
- la modernisation de la tutelle de l'Etat sur les collectivités locales ;
- la promotion des initiatives de développement local durable.

### **ACTION N° 2 : assistance aux collectivités locales**

L'assistance aux collectivités locales recouvre essentiellement :

- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des collectivités locales ;
- la maîtrise de l'information locale ;
- le financement des collectivités locales.

## PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

---

Les attentes du programme au cours des prochaines années sont formulées de la manière suivante :

- l'élaboration des outils de gestion des collectivités locales ;
- l'appropriation du transfert des compétences et des moyens de l'État aux collectivités locales ;
- la mise en place de la Fonction Publique Locale ;
- l'effectivité du contrôle de légalité des actes des collectivités locales ;
- l'accompagnement des initiatives de développement local.

Faits marquants récents au sein du programme "gestion des collectivités Locales" se résument comme suit :

- l'adoption par le conseil des ministres en sa séance du 12 juin 2020 du projet de loi fixant les modalités de transfert des compétences de l'Etat aux collectivités locales et du décret fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement des organes de la décentralisation ;
- la promulgation de loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation ;
- la promulgation du décret n°0342/PR/MISPID du 03 juillet 2015 portant création et organisation de la Direction Générale des Collectivités Locales.

## ENJEUX

---

La gestion des collectivités locales commande, plus que jamais, de rendre l'action des institutions décentralisées plus performante caractérisée par une assistance multiforme de la part de l'administration centrale.

**OBJECTIF N° 1 : A l'horizon 2021, faire de la décentralisation une réalité**

- Résultat annuel attendu 1 : avoir organisé deux (2) ateliers de vulgarisation de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation.
- Résultat annuel attendu 2 : avoir fait adopter en conseil de ministre huit (8) projets de textes d'application de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation.
- Résultat annuel attendu 3 : avoir réalisé 30% du processus de la politique de décentralisation.

**OBJECTIF N°2 : A l'horizon 2022, renforcer les capacités des collectivités locales.**

- Résultat annuel attendu 1 : avoir organisé six (6) ateliers de renforcement des capacités.

**OBJECTIF N°3 : A l'horizon 2022, mettre en place une base de données des collectivités locales**

- Résultat annuel attendu 1 : avoir collecté les données dans deux (2) collectivités locales
- Résultat annuel attendu 2 : avoir réalisé 20 % de la mise en place de la base de données

**OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : faire de la décentralisation une réalité à l'horizon 2022.**

**Niveau de réalisation des résultats annuels**

**Rappel des résultats attendus**

- Résultat annuel attendu 1 : avoir organisé deux (2) ateliers de vulgarisation de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation.
- Résultat annuel attendu 2 : avoir fait adopter en Conseil des Ministres huit (8) projets de textes d'application de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation.
- Résultat annuel attendu 3 : avoir réalisé 30% du processus de la politique de décentralisation.

**Résultats annuels atteints**

- Résultat annuel N°1 : les deux ateliers de vulgarisation de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation n'ont pas été réalisés.
- Résultat annuel N°2 : les projets de textes d'application de la loi organique n°001/2014 ont été partiellement élaborés (3), transmis au Secrétariat Général du Gouvernement et un (1) seul a été adopté en Conseil des Ministres.
- Résultat annuel N°3 : avoir réalisé 30% du processus de la politique de décentralisation.

**Indicateurs de performance**

| Intitulé   | Unité  | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Prévision<br>PAP | 2020<br>Réalisé | Ecart 2020<br>(Réalisé -<br>Prévision) | 2021<br>Cible PAP | Cible à<br>l'échéance<br>pluriannuelle |
|--|--------|---------------------|---------------------|--------------------------|-----------------|--|-------------------|--|
| Nombre de campagnes de vulgarisation de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation réalisées                           | Nombre | 2                   | 2                   | 2                        | 0               | 2                                      | 2                 | 8                                      |
| Nombre de projets de textes d'application de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation adoptés en conseil de ministre | Nombre | 4                   | 4                   | 4                        | 0               | 4                                      | 4                 | 15                                     |
| Taux d'effectivité de la décentralisation  | %      | 25                  | 25                  | 0                        | 0               | 0                                      | 0                 | 100                                    |

**Explication du niveau d'atteinte des résultats :**

**Résultat annuel n°1 :** les deux ateliers de vulgarisation de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation n'ont pas été réalisés faute de moyens. La demande de régie d'avances n'a pas prospéré.

**Résultat annuel N°2 :** les projets de textes d'application de la loi organique n°001/2014 n'ont pu être élaborés. Les restrictions et mesures imposées pour lutter contre la pandémie de la COVID 19 n'a pas permis au comité en charge de la validation des textes au sein du Ministère de se retrouver et examiner les projets de texte.

**Résultat annuel N°3 :** Le processus de réalisation de la politique de décentralisation n'a pas connu d'avancée significative du fait de la non prise des textes d'application et de la non organisation des campagnes de vulgarisation de la loi organique prévue pour cette année.

**OBJECTIF N°2 : A l'horizon 2022, renforcer les capacités des collectivités locales.****Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

**Niveau de réalisation des résultats annuels****Rappel des résultats attendus**

- Résultat annuel attendu : avoir organisé deux (2) ateliers de renforcement des capacités dans les provinces du Haut-Ogooué et du Woleu-Ntem.

**Indicateurs de performance**

| Intitulé   | Unité         | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Prévision<br>PAP | 2020<br>Réalisé | Ecart 2020<br>(Réalisé -<br>Prévision) | 2021<br>Cible PAP | Cible à<br>l'échéance<br>pluriannuelle |
|--|---------------|---------------------|---------------------|--------------------------|-----------------|--|-------------------|--|
| Nombre d'ateliers de renforcement des capacités dans les 9 chefs-lieux de province | <i>Nombre</i> | <i>N/A</i>          | <i>N/A</i>          | 2                        | 10              | +8                                     | 3                 | 5                                      |

Source des données : Direction Générale des Collectivités Locales

**Explication du niveau d'atteinte des résultats :**

**Résultat annuel attendu** : En lieu et place de deux ateliers, c'est plutôt dix (10) ateliers de renforcement des capacités qui ont été organisés avec l'appui financier de la CN-TIPPEE par l'entremise du projet PDIL 2.

**Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

**Niveau de réalisation des résultats annuels****Rappel des résultats attendus**

- Résultat annuel attendu 1 : avoir collecté les données dans deux (2) collectivités locales ;
- Résultat annuel attendu 2 : avoir réalisé 20 % de la mise en place de la base de données.

**Indicateurs de performance**

| Intitulé   | Unité         | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Prévision<br>PAP | 2020<br>Réalisé | Ecart 2020<br>(Réalisé -<br>Prévision) | 2021<br>Cible PAP | Cible à<br>l'échéance<br>pluriannuelle |
|--|---------------|---------------------|---------------------|--------------------------|-----------------|--|-------------------|--|
| Nombre de collectivités locales ayant fait l'objet de collecte | <i>Nombre</i> | 20                  | 30                  | 20                       | 0               | 20                                     | 30                | 100                                    |
| Taux de mise en place de la base de données                    | %             | 20%                 | 30%                 | 20%                      | 0%              | 20%                                    | 30%               | 100                                    |

Source des données : Direction Générale des Collectivités Locales

**Résultat annuel attendu 1** : la collecte des données dans les deux (2) collectivités locales n'a pas été effective. En effet, suite aux restrictions et mesures édictées pour lutter efficacement contre la pandémie de la COVID, les missions prévues pour la collecte des données n'ont pu être déclenchées.

**Résultat annuel attendu 2** : les 20 % de la mise en place de la base de données n'ont pas été réalisés.

# PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

## RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

| Action et titre   | Autorisations d'engagement       |                                  |                      | Crédits de paiement             |                                   |                      |
|---|----------------------------------|----------------------------------|----------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|   | AE ouvertes en LFR pour 2020 (a) | AE engagées en LFR pour 2020 (b) | Ecart (a - b)        | CP ouverts en LFR pour 2020 (c) | CP consommés en LFR pour 2020 (d) | Ecart (c) - (d)      |
| <b>N°2.143 Action1: Elaboration de la stratégie et pilotage de la politique de décentralisation</b> | <b>155 646 944</b>               | <b>14 671 000</b>                | <b>140 975 944</b>   | <b>55 646 944</b>               | <b>14 671 000</b>                 | <b>140 975 944</b>   |
| Titre 2. Dépenses de personnel  | 117 646 944                      | 371 000                          | 117 275 944          | 117 646 944                     | 371 000                           | 117 275 944          |
| Titre 3. Dépenses de biens et services  | 18 000 000                       | 14 300 000                       | 3 700 000            | 18 000 000                      | 14 300 000                        | 3 700 000            |
| Titre 4. Dépenses de transfert  | 20 000 000                       | 0                                | 20 000 000           | 20 000 000                      | 0                                 | 20 000 000           |
| Titre 5. Dépenses d'investissement  | 0                                | 0                                | 0                    | 0                               | 0                                 | 0                    |
| <b>N°2.143 Action2 : Assistance aux collectivités locales</b>                                       | <b>19 095 753 062</b>            | <b>14 127 143 402</b>            | <b>4 968 609 660</b> | <b>19 095 753 062</b>           | <b>14 127 143 402</b>             | <b>4 968 609 660</b> |
| Titre 2. Dépenses de personnel  | 10 548 480                       | 670 000                          | 9 878 480            | 10 548 480                      | 670 000                           | 9 878 480            |
| Titre 3. Dépenses de biens et services  | 19 500 000                       | 7 500 001                        | 11 999 999           | 19 500 000                      | 7 500 001                         | 11 999 999           |
| Titre 4. Dépenses de transfert  | 18 065 704 582                   | 14 118 973 401                   | 3 946 731 181        | 18 065 704 582                  | 14 118 973 401                    | 3 946 731 181        |
| Titre 5. Dépenses d'investissement  | 1 000 000 000                    | 0                                | 1 000 000 000        | 1 000 000 000                   | 0                                 | 1 000 000 000        |
| <b>Total pour le programme</b>  | <b>19 251 400 006</b>            | <b>14 141 814 402</b>            | <b>5 109 585 604</b> | <b>19 251 400 006</b>           | <b>14 141 814 402</b>             | <b>5 109 585 604</b> |
| Titre 2. Dépenses de personnel  | 128 195 424                      | 1 041 000                        | 127 154 424          | 128 195 424                     | 1 041 000                         | 127 154 424          |
| Titre 3. Dépenses de biens et services  | 37 500 000                       | 21 800 001                       | 15 699 999           | 37 500 000                      | 21 800 001                        | 15 699 999           |
| Titre 4. Dépenses de transfert  | 18 085 704 582                   | 14 118 973 401                   | 3 966 731 181        | 18 085 704 582                  | 14 118 973 401                    | 3 966 731 181        |
| Titre 5. Dépenses d'investissement  | 1 000 000 000                    | 0                                | 1 000 000 000        | 1 000 000 000                   | 0                                 | 1 000 000 000        |

### Explication des principaux écarts :

Le montant des crédits du programme « Gestion des Collectivités Locales » inscrit dans la LFR 2020 s'élevait à **19 251 400 006 FCFA** en AE et CP. La consommation des crédits imputable au programme s'élève à **14 141 814 402 FCFA**, soit un taux d'exécution global de 73,46 %. Cette exécution se présente par titre comme suit :

#### Action 1 : Elaboration de la stratégie et pilotage de la politique de décentralisation

##### Titres 2 : Dépenses de personnel

Autorisées à hauteur de 117 646 944 FCFA en AE et CP dans la loi de finances rectificative 2020, les dépenses de personnel composées essentiellement de la MONP, ont été exécutées pour 371 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 0,32 %. L'écart de 117 275 944 FCFA qui en résulte correspond au niveau de la masse salariale qui reste exécutée de façon centralisée au ministère en charge du budget en dépit de son affichage dans les programmes.

##### Titre 3 : Dépenses des biens et services

Inscrites à hauteur de 18 000 000 FCFA, les dépenses de biens et services ont été exécutées pour un montant de 14 300 000 FCFA, soit un taux d'exécution 79,44%.

L'écart de 3 700 000 FCFA constaté s'explique par le non levé de la réserve obligatoire et les mesures de régulation budgétaire décidées par le Gouvernement afin de tenir compte du niveau de la trésorerie de l'Etat ainsi que les mesures de restrictions imposées par le Gouvernement durant la période de confinement suite à la pandémie à Corona Virus.

#### Action 2 : Assistance aux collectivités locales

##### Titre 2 : Dépenses de personnel

Autorisées à hauteur de 10 548 480 FCFA en AE et CP dans la loi de finances rectificative 2020, les dépenses de personnel composées essentiellement de la MONP, ont été exécutées pour 670 000 FCFA, soit un taux d'exécution

de 6,35 %. L'écart de 9 878 480 FCFA qui en résulte correspond au niveau de la masse salariale qui reste exécutée de façon centralisée au ministère en charge du budget en dépit de son affichage dans les programmes.

### **Titre 3 : Dépenses de biens et services**

Inscrites à hauteur de 19 500 000 FCFA, les dépenses de biens et services ont été exécutées pour un montant de 7 500 001 FCFA, soit un taux d'exécution 38,46%.

L'écart de 11 999 999 FCFA constaté s'explique par le non levé de la réserve obligatoire et les mesures de régulation budgétaire décidées par le Gouvernement afin de tenir compte du niveau de la trésorerie de l'Etat ainsi que les mesures de restrictions imposées par le Gouvernement durant la période de confinement suite à la pandémie à Corona Virus.

### **Titre 4 : Dépenses de transferts**

Initialement autorisées à 18 065 704 582 FCFA dans la loi de finances rectificative 2020, les dépenses de transferts ont été exécutées pour un montant de 14 118 973 401 FCFA, soit un taux d'exécution de 78,15%.

L'écart de 3 946 731 181 FCFA entre les autorisations et les crédits exécutés résulte de la réserve obligatoire non levée ainsi que des mesures de régulation budgétaire décidées par le Gouvernement afin de tenir compte du niveau de la trésorerie de l'Etat.

### **Titre 5 : Dépenses d'investissement**

Initialement autorisées à 1 000 000 000 FCFA dans la loi de finances rectificative 2020, les dépenses d'investissement n'ont pas été exécutées, soit un taux d'exécution de 0%.

La non-exécution est due à la lenteur enregistrée dans le circuit de validation de la passation des marchés y relatif.



# EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

## EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT

| Emplois de l'administration  | Effectifs au 31 décembre 2018 | Effectifs au 31 décembre 2019 | Effectifs au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 | Mouvements d'effectifs en 2020 |          |                           | Effectifs au 31.12. 2020 |
|--|-------------------------------|-------------------------------|---|--------------------------------|----------|---------------------------|--------------------------|
|  |                               |                               |   | Sorties                        | Entrées  | Ecart (entrées - sorties) |                          |
| <b>Agents hors catégorie</b>   | <b>0</b>                      | <b>0</b>                      | <b>0</b>                                  | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>0</b>                 |
| <b>Agents de catégorie A</b>   | <b>24</b>                     | <b>24</b>                     | <b>24</b>                                 | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>24</b>                |
| Permanents   | 24                            | 24                            | 24  | 0                              | 0        | 0                         | 24                       |
| Non permanents   | 0                             | 0                             | 0   | 0                              | 0        | 0                         | 0                        |
| <b>Agents de catégorie B</b>   | <b>18</b>                     | <b>18</b>                     | <b>18</b>                                 | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>18</b>                |
| Permanents   | 18                            | 18                            | 18  | 0                              | 0        | 0                         | 18                       |
| Non permanents   | 0                             | 0                             | 0   | 0                              | 0        | 0                         | 0                        |
| <b>Agents de catégorie C</b>   | <b>5</b>                      | <b>5</b>                      | <b>5</b>                                  | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>5</b>                 |
| Permanents   | 5                             | 5                             | 5   | 0                              | 0        | 0                         | 5                        |
| Non permanents   | 0                             | 0                             | 0   | 0                              | 0        | 0                         | 0                        |
| <b>Agents sur solde indiciaire (Cat A + B + C)</b>                       | <b>47</b>                     | <b>47</b>                     | <b>47</b>                                 | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>47</b>                |
| <b>Main d'œuvre non permanente</b>                                       | <b>8</b>                      | <b>8</b>                      | <b>8</b>                                  | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>8</b>                 |
| <b>Total pour les emplois de l'administration au niveau du programme</b> | <b>55</b>                     | <b>55</b>                     | <b>55</b>                                 | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>55</b>                |

### Explication des évolutions :

Les effectifs du programme sont restés inchangés entre 2019 et 2020.

# ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

## TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

|   | Crédits de titre 2 prévus dans la LFR |                    | Crédits de titre 2 consommés |                  | Ecart              |                    |
|---|---------------------------------------|--------------------|------------------------------|------------------|--------------------|--------------------|
|   | AE                                    | CP                 | AE                           | CP               | AE                 | CP                 |
| Masse salariale des emplois de l'administration   | 128 195 424                           | 128 195 424        | 1 041 000                    | 1 041 000        | 127 154 424        | 127 154 424        |
| Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère |                                       |                    | 0                            | 0                | 0                  | 0                  |
| <b>Total des crédits de titre 2</b>   | <b>128 195 424</b>                    | <b>128 195 424</b> | <b>1 041 000</b>             | <b>1 041 000</b> | <b>127 154 424</b> | <b>127 154 424</b> |

### Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

Les crédits du titre 2 ont servi exclusivement aux salaires de la MONP.

Autorisées à hauteur de 128 195 424 FCFA en AE et CP dans la loi de finances, les dépenses de personnel ont été exécutées pour 1 041 000 FCFA, soit un taux d'exécution de 0,81%. L'écart de 127 154 424 FCFA qui en résulte correspond au niveau de la masse salariale qui reste exécutée de façon centralisée au ministère en charge du budget.

## TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

|   | Crédits de titre 3 prévus dans la LFR |                   | Crédits de titre 3 consommés |                   | Ecart             |                   |
|---|---------------------------------------|-------------------|------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|   | AE                                    | CP                | AE                           | CP                | AE                | CP                |
| <b>ACTION 1 : Elaboration de la stratégie de décentralisation et politique de sa mise en œuvre</b>  | <b>18 000 000</b>                     | <b>18 000 000</b> | <b>14 300 000</b>            | <b>14 300 000</b> | <b>3 700 000</b>  | <b>3 700 000</b>  |
| Suivi de la procédure d'adoption de huit (8) projets de textes d'application élaborés de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation | 2 000 000                             | 2 000 000         | 2 000 000                    | 2 000 000         | 0                 | 0                 |
| Coordination de l'élaboration de la stratégie de décentralisation   | 2 500 000                             | 2 500 000         | 2 000 000                    | 2 000 000         | 500 000           | 500 000           |
| Suivi des actes des collectivités Locales   | 5 300 000                             | 5 300 000         | 5 300 000                    | 5 300 000         | 0                 | 0                 |
| Vulgarisation de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation   | 1 400 000                             | 1 400 000         | 300 000                      | 300 000           | 1 100 000         | 1 100 000         |
| Coordination de la mise en œuvre de la politique de décentralisation  | 2 500 000                             | 2 500 000         | 2 500 000                    | 2 500 000         | 0                 | 0                 |
| Suivi de la mise en place du cadre juridique et institutionnel de la décentralisation   | 4 300 000                             | 4 300 000         | 2 200 000                    | 2 200 000         | 2 100 000         | 2 100 000         |
| <b>ACTION 2 : Assistance aux Collectivités Locales</b>  | <b>19 500 000</b>                     | <b>19 500 000</b> | <b>7 500 001</b>             | <b>7 500 001</b>  | <b>11 999 999</b> | <b>11 999 999</b> |
| Organiser 2 ateliers de renforcement des capacités des élus locaux en matière d'élaboration des budgets et des comptes administratifs                               | 5 100 000                             | 5 100 000         | 3 000 000                    | 3 000 000         | 2 100 000         | 2 100 000         |
| Organiser 2 ateliers de renforcement des capacités dans les provinces du Haut-Ogooué et du Woleu-Ntem   | 5 000 000                             | 5 000 000         | 2 500 001                    | 2 500 001         | 2 499 999         | 2 499 999         |
| Collecter les données urbaines dans deux collectivités locales situées dans les chefs-lieux de provinces  | 2 200 000                             | 2 200 000         | 0                            | 0                 | 2 200 000         | 2 200 000         |
| Coordination des activités d'assistance aux collectivités locales   | 2 500 000                             | 2 500 000         | 1 000 000                    | 1 000 000         | 1 500 000         | 1 500 000         |
| Suivi des activités d'assistance aux collectivités locales  | 4 700 000                             | 4 700 000         | 1 000 000                    | 1 000 000         | 3 700 000         | 3 700 000         |
| <b>Total des crédits de titre 3</b>   | <b>37 500 000</b>                     | <b>37 500 000</b> | <b>21 800 001</b>            | <b>21 800 001</b> | <b>15 699 999</b> | <b>15 699 999</b> |

### **Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations**

Au titre de l'exercice 2020 le programme "Gestion des Collectivités Locales" a bénéficié d'une dotation de 37 500 000 FCFA en biens et services exécutée à hauteur de 21 800 001 FCFA. Ce niveau d'exécution se répartit comme suit :

- 9 300 000 FCFA pour le fonctionnement courant des services ;
- 12 500 001 FCFA pour les missions de terrain et mis en œuvre des objectifs.

### **TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS**

| Actions  | Crédits de titre 4 prévus dans la LFR |                       | Crédits de titre 4 consommés |                       | Ecart                |                      |
|--|---------------------------------------|-----------------------|------------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|
|  | AE                                    | CP                    | AE                           | CP                    | AE                   | CP                   |
| ACTION 1 : <b>Elaboration de la stratégie de la décentralisation et pilotage de sa mise en œuvre</b> | 20 000 000                            | 20 000 000            | 0                            | 0                     | 20 000 000           | 20 000 000           |
| Cotisation internationale CADDEL   | 20 000 000                            | 20 000 000            | 0                            | 0                     | 20 000 000           | 20 000 000           |
| ACTION 2 : <b>Assistance aux collectivités locales</b>   | <b>18 065 704 582</b>                 | <b>18 065 704 582</b> | <b>14 118 973 401</b>        | <b>14 118 973 401</b> | <b>3 946 731 181</b> | <b>3 946 731 181</b> |
| Subvention aux collectivités locales   | 13 542 951 582                        | 13 542 951 582        | 9 596 220 401                | 9 596 220 401         | 3 946 731 181        | 3 946 731 181        |
| Subvention activité de collecte des ordures (Clean Africa)   | 3 445 788 000                         | 3 445 788 000         | 3 445 788 000                | 3 445 788 000         | 0                    | 0                    |
| Subvention de fonctionnement (Clean Africa)  | 1 076 965 000                         | 1 076 965 000         | 1 076 965 000                | 1 076 965 000         | 0                    | 0                    |
| <b>Total des crédits de titre 4</b>  | <b>18 065 704 582</b>                 | <b>18 065 704 582</b> | <b>14 118 973 401</b>        | <b>14 118 973 401</b> | <b>3 946 731 181</b> | <b>3 946 731 181</b> |

### **Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 4 en faisant ressortir les différents types de transferts et de bénéficiaires :**

Initialement autorisées à 18 065 704 582 FCFA dans la loi de finances rectificative 2020, les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 14 118 973 401, soit 78,15%. Ces crédits consommés ont été utilisés pour les subventions allouées aux collectivités locales (9 596 220 401), la subvention allouée à Clean Africa pour l'activité de collecte des ordures ménagères (3 445 788 000) et la subvention de fonctionnement allouée à Clean Africa (1 076 965 000).

### **TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

| Actions   | Crédits de titre 5 prévus dans LFR |                      | Crédits de titre 5 consommés |               | Ecart                |                      |
|---|------------------------------------|----------------------|------------------------------|---------------|----------------------|----------------------|
|   | AE                                 | CP                   | AE consommées                | CP consommées | AE                   | CP                   |
| ACTION 1 : <b>Elaboration de la stratégie et pilotage de la politique de décentralisation</b> | 0                                  | 0                    | 0                            | 0             | 0                    | 0                    |
| Projet de développement ou d'équipement   | 0                                  | 0                    | 0                            | 0             | 0                    | 0                    |
| Projet de développement ou d'équipement   | 0                                  | 0                    | 0                            | 0             | 0                    | 0                    |
| ACTION 2 : <b>Assistance aux collectivités locales</b>  | 1 000 000 000                      | 1 000 000 000        | 0                            | 0             | 1 000 000 000        | 1 000 000 000        |
| Projet de développement FID   | 1 000 000 000                      | 1 000 000 000        | 0                            | 0             | 1 000 000 000        | 1 000 000 000        |
| <b>Total des crédits de titre 5</b>   | <b>1 000 000 000</b>               | <b>1 000 000 000</b> | <b>0</b>                     | <b>0</b>      | <b>1 000 000 000</b> | <b>1 000 000 000</b> |

### **Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 5 en faisant ressortir les différents projets de développement et d'équipement :**

Pour l'exercice 2020 Le programme gestion des collectivités locales a enregistré une inscription d'un (1) milliard pour la mise en œuvre des projets dans le cadre du Fonds d'Initiative Départemental. Ces crédits n'ont malheureusement pas pu être utilisés du fait des retards accusés dans la définition des procédures à mettre en œuvre pour l'exécution desdits financement, d'une part, et d'autre part, les mécanismes de contrôle de l'utilisation des crédits mis à disposition.

Le Programme n'a pas d'opérateur

# PROGRAMME GESTION DES CATASTROPHES

# BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

## PRESENTATION DU PROGRAMME

Le programme Prévention et gestion des catastrophes exprime les orientations et la politique du Gouvernement en matière d'élaboration d'une stratégie de prévention des risques et de réduction des catastrophes en vue de la protection des populations, ainsi que la gestion des catastrophes en apportant assistance aux populations en cas de sinistre.

Ce programme est piloté par le Directeur Général de la Protection Civile, Responsable du Programme (RPROG).

La Direction Générale de la Protection Civile est assistée dans la conduite de ses missions par un certain nombre de partenaires au développement et des ONG.

## PERIMETRE DU PROGRAMME

---

Le programme prévention et gestion des catastrophes compte deux actions :

- prévention et réduction des risques de catastrophes ;
- gestion des catastrophes.
  
- Ce programme doit être en cohérence avec les programmes :
- amélioration du cadre de vie et changement climatique de la mission économie forestière et protection de l'environnement ;
- préparation et emploi des forces (action "sécurité civile" avec le corps des sapeurs-pompiers) de la mission défense ;
- administration territoriale de la mission administration du territoire ;
- décentralisation de la mission administration du territoire ;
- prévention et sécurité sanitaire de la mission santé.

## PRESENTATION DES ACTIONS

---

Le programme prévention et gestion des catastrophes comporte deux (2) actions à savoir :

### **ACTION 1 : prévention et réduction des risques de catastrophes**

L'action prévention et réduction des risques de catastrophes consiste à :

- élaborer les stratégies de prévention et de réduction des risques de catastrophes : les campagnes d'éducation et de sensibilisation des populations sur les gestes de premiers secours en cas de sinistre ou de catastrophe ;
- mettre en œuvre la plateforme nationale ;
- établir une cartographie des zones à risques et leur mise à disposition aux populations ;
- mettre en œuvre le dispositif d'alerte précoce afin d'atténuer l'ampleur des dégâts en cas de catastrophe ;
- mettre en isolement les zones à risques et le déguerpissement des populations habitant lesdites zones.

### **ACTION 2 : gestion des catastrophes**

L'action gestion des catastrophes consiste à :

- réaliser plusieurs dispositifs de gestion efficace de sinistres et de catastrophes : Plan National d'Organisation de Secours (PNOS) ;
- mettre en œuvre le Plan national de contingence ;
- piloter efficacement l'organisation et la mise en œuvre des secours en cas de sinistre ou de catastrophe ;
- recenser et prendre en charge les sinistrés.

## PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

---

Entre 2013 et 2020, le Gabon a eu à faire face à plusieurs types de sinistres et de catastrophes (inondations, orages et vents violents, éboulements, incendies, ...) occasionnant près de 32 724 sinistrés à travers le territoire national.

Beaucoup d'avancées ont été réalisées pour prévenir et gérer les catastrophes :

- mise en place de la plateforme nationale pour la prévention et la réduction des risques de catastrophes ;
- définition d'un Plan national de contingence ;
- mise en place d'un logiciel opérationnel pour la gestion des sinistrés ;
- mise en place d'un comité interministériel d'experts en gestion des situations d'urgence ;
- engagement du processus d'identification de l'ensemble des zones à risques ;
- organisation et animation de séminaires ;
- renforcement des capacités en matière de protection civile ;
- mise en place d'un dispositif de gestion des sinistrés ;
- identification des zones à risques sur le territoire national.

Cependant, il n'existe pas encore de stratégie nationale, ni de programme d'action pluriannuel de prévention et de gestion des catastrophes et d'adaptation au changement climatique alors qu'il existe une stratégie et un programme d'action sous régional. Des plans de dangers, moyens et besoins des communes de Libreville et d'Owendo existent, mais il faut les actualiser.

Le système d'alerte précoce des catastrophes est très attendu.

Au niveau interne, la Direction Générale de la Protection Civile doit encore développer de nombreux dispositifs et outils pour pouvoir agir efficacement :

- un système d'information sur les catastrophes et sinistres ;
- une banque de données sur les risques, les sinistres et les catastrophes ;
- un observatoire des risques ;
- une unité polyvalente de protection et d'assistance aux populations ;
- une opérationnalisation des services territoriaux prévus par le décret n°0294 cité ci-dessus, pour une action plus efficace et efficiente.

## ENJEUX

---

- Inscrire le Gabon dans la mise en œuvre des actions prioritaires du cadre d'action de SENDAI : comprendre le risque, renforcer la gouvernance des risques, investir dans les risques pour la résilience, renforcer la préparation pour une réponse effective et pour la reconstruction ;
- Anticiper, prévenir et gérer efficacement les sinistres et catastrophes ;
- Garantir la mise en œuvre efficace des secours en cas de sinistre ou de catastrophe.

**AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE**

**OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : Elaborer et mettre en œuvre une stratégie et un programme d'action national de prévention des risques et d'adaptation aux changements climatiques, d'ici à 2023.**

**Niveau de réalisation des résultats annuels**

**Rappel des résultats attendus**

- Résultat annuel attendu 1 : Avoir élaboré des PPR dans les provinces de l'Ogooué-Ivindo et du Woleu-Ntem.
- Résultat annuel attendu 2 : Avoir mis en place le comité de la Plate-forme Nationale de prévention des risques de catastrophe dans les provinces de l'Ogooué-Ivindo et du Woleu-Ntem
- Résultat annuel attendu 3 : Avoir organisé des séances des sensibilisations dans les agences de transport terrestre de Libreville

**Résultats annuels atteints**

- Résultat annuel attendu 1 : Pas atteint pour cause de COVID 19
- Résultat annuel attendu 2 : Pas atteint pour cause de COVID 19
- Résultat annuel attendu 3 : Pas atteint pour cause de COVID 19

**Indicateurs de performance**

| Intitulé  | Unité         | 2018        | 2019        | 2020             | 2020    | Ecart 2020<br>(Réalisé -<br>Prévision) | 2021      | Cible à<br>l'échéance<br>pluriannuelle |
|---|---------------|-------------|-------------|------------------|---------|--|-----------|--|
|   |               | Réalisation | Réalisation | Prévision<br>PAP | Réalisé |  | Cible PAP |  |
| <i>Nombre de province disposant d'un PPR</i>  | <i>Nombre</i> | 2           | 2           | 2                | 0       |  | 2         |  |
| <i>Nombre de provinces disposant d'un comité provincial de la Plate-forme Nationale</i>                                   | <i>Nombre</i> | 2           | 2           | 2                | 0       |  | 2         |  |
| <i>Nombre d'agences de transports terrestres sensibilisées sur le respect des normes relatives au transport terrestre</i> | <i>Nombre</i> |             | 0           |                  |         |  |           |  |

**Explication du niveau d'atteinte des résultats :**

L'année 2020 ayant particulièrement été perturbée par la pandémie liée à la COVID 19, les activités en rapport avec les résultats initialement attendus n'ont pu se réaliser. Cette situation a amené le Programme à réorienter ses activités sur la **sensibilisation des populations sur les risques d'inondation.**

**OBJECTIF STRATEGIQUE N°2 : renforcer la coopération régionale et internationale, d'ici à 2019..**

**Niveau de réalisation des résultats annuels**

**Rappel des résultats attendus**

- Résultat annuel attendu : avoir réussi la signature d'un (1) nouveau partenariat en matière de coopération ;

### Résultats annuels atteints

- Résultat annuel attendu : Totalemment atteint

### Indicateurs de performance

| Intitulé  | Unité  | 2018        | 2019        | 2020          | 2020    | Ecart 2020            | 2021      | Cible à l'échéance pluriannuelle |
|---|--------|-------------|-------------|---------------|---------|-----------------------|-----------|----------------------------------|
|   |        | Réalisation | Réalisation | Prévision PAP | Réalisé | (Réalisé - Prévision) | Cible PAP |                                  |
| Nombre de partenariats en matière de coopération signés | Nombre | 2           | 1           | 1             | 1       |                       | 1         |                                  |

### Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Pour le deuxième objectif, le résultat a été largement atteint, soit **100%**, dans la mesure où nous avons pu signer un nouveau partenariat avec le **Cabinet d'Etudes et de Formation en Sécurité Incendie**.

Le programme a réalisé, grâce à l'appui de la BIRD, plusieurs activités en lien avec **l'évaluation de besoins des populations victimes de sinistres en période du confinement consécutif au COVID 19**. Il s'agit des activités suivantes :

- Evaluation de besoins des populations victimes d'éboulements ;
- Evaluation de besoins des populations victimes d'inondation ;
- Evaluation de besoins des populations victimes de vents violents ;
- Evaluation de besoins des populations victimes d'incendies ;
- Sensibilisation sur la lutte contre la propagation de la COVID-19.

A cet effet, deux arrondissements ont focalisé l'attention du Programme :

- le **5<sup>ème</sup> arrondissement** avec les quartiers **Mindoubé 1, Mindoubé 3, Ozoungué, Beau-séjour, Okinda, PK8 deux écoles** ;
- le **6<sup>ème</sup> arrondissement** avec principalement les quartiers **PK9-Sibang et Nzeng-Ayong**.

Le nombre total de ménages enregistrés lors de cette série d'activités est de **532**. La taille moyenne estimée lors des entretiens est de 6 personnes, soit une population totale d'environ **3 192** personnes composée de **60% d'enfants scolarisés, 25% de femmes et 15% d'hommes**.

En outre, le Programme a réalisé **1000 Plaques d'affichages** en format A3 contenant des messages imagés de sensibilisation, dévoilant des gestes inciviques à ne pas faire, parce que sources d'inondations. Des plaques où l'on y trouve également un répertoire complet des numéros utiles à contacter en cas d'urgence (Hôpitaux, sécurité publique, pharmacies, SAMU, SEEG ...). Ces plaques ont été distribuées aux Chefs de quartiers de Libreville et aux populations dans les grands carrefours et magasins.

Enfin, le Programme a réalisé, à l'intention des populations de l'ensemble du territoire national, des **spots de sensibilisation** sur les gestes à proscrire pour se prévenir des inondations. Des spots qui ont été diffusés à la **radio** et à la **télévision**, sans discontinuité pendant deux mois, matin, midi et soir (avant et après le journal).

**OBJECTIF STRATEGIQUE N°3 : Mettre en œuvre le programme d'action national de gestion de catastrophes, d'ici à 2023**

### Niveau de réalisation des résultats annuels

#### Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel attendu : avoir validé à 100% le Plan National d'Organisation des Secours (PNOS).

### Explication du niveau d'atteinte des résultats :

En lieu et place du **Plan National d'Organisation de Secours (PNOS)** prévu pour sa validation, le Programme a



procédé au suivi, en vue de son adoption, de la **Loi organique relative à la prévention des risques et la gestion des catastrophes ainsi que des crises humanitaires**. Le texte se trouve en examen au Parlement.

En outre, pour ce qui constitue l'activité quotidienne du programme et qui consiste à descendre sur le terrain pour évaluer les dégâts causés par les sinistres, il a été identifié, sur toute l'étendue du territoire national, 7 158 personnes sinistrées selon la répartition suivante :

- **857 familles inondées**, soit environ **5 142** personnes ;
- **222 maisons victimes de vents violents**, soit environ **1 332** personnes à la belle étoile ;
- **84 maisons incendiées**, soit environ **504** personnes désœuvrées ;
- **30 cas de glissement de terrain**, c'est-à-dire environ **180** personnes en détresse.

# PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

## RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

| Action et titre   | Autorisations d'engagement       |                                  |                    | Crédits de paiement             |                                   |                    |
|---|----------------------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------------------|-----------------------------------|--------------------|
|   | AE ouvertes en LFR pour 2020 (a) | AE engagées en LFR pour 2020 (b) | Ecart (a - b)      | CP ouverts en LFR pour 2020 (c) | CP consommés en LFR pour 2020 (d) | Ecart (c) - (d)    |
| <b>N°2.150 Action.1: Prévention et réduction des risques des catastrophes</b> | <b>409 014 349</b>               | <b>149 823 900</b>               | <b>259 190 449</b> | <b>409 014 349</b>              | <b>149 823 900</b>                | <b>259 190 449</b> |
| Titre 2. Dépenses de personnel  | 166 504 042                      | 8 508 500                        | 157 995 542        | 166 504 042                     | 8 508 500                         | 157 995 542        |
| Titre 3. Dépenses de biens et services  | 5 000 000                        | 4 000 000                        | 1 000 000          | 5 000 000                       | 4 000 000                         | 1 000 000          |
| Titre 4. Dépenses de transfert  | 15 000 000                       | 0                                | 15 000 000         | 15 000 000                      | 0                                 | 15 000 000         |
| Titre 5. Dépenses d'investissement  | 222 510 307                      | 74 763 400                       | 147 746 907        | 222 510 307                     | 74 763 400                        | 147 746 907        |
| <b>N°2.150 Action.2: Gestion des catastrophes</b>                             | <b>10 498 158</b>                | <b>7 520 000</b>                 | <b>2 978 158</b>   | <b>10 498 158</b>               | <b>7 520 000</b>                  | <b>2 978 158</b>   |
| Titre 2. Dépenses de personnel  | 7 998 158                        | 690 000                          | 7 308 158          | 7 998 158                       | 690 000                           | 7 308 158          |
| Titre 3. Dépenses de biens et services  | 2 500 000                        | 2 000 000                        | 500 000            | 2 500 000                       | 2 000 000                         | 500 000            |
| Titre 4. Dépenses de transfert  | 0                                | 0                                | 0                  | 0                               | 0                                 | 0                  |
| Titre 5. Dépenses d'investissement  | 0                                | 0                                | 0                  | 0                               | 0                                 | 0                  |
| <b>Total pour le programme</b>  | <b>419 512 507</b>               | <b>157 343 900</b>               | <b>262 168 607</b> | <b>419 512 507</b>              | <b>157 343 900</b>                | <b>262 168 607</b> |
| Titre 2. Dépenses de personnel  | 174 502 200                      | 9 198 500                        | 165 303 700        | 174 502 200                     | 9 198 500                         | 165 303 700        |
| Titre 3. Dépenses de biens et services  | 7 500 000                        | 6 000 000                        | 1 500 000          | 7 500 000                       | 6 000 000                         | 1 500 000          |
| Titre 4. Dépenses de transfert  | 15 000 000                       | 0                                | 15 000 000         | 15 000 000                      | 0                                 | 15 000 000         |
| Titre 5. Dépenses d'investissement  | 222 510 307                      | 74 763 400                       | 147 746 907        | 222 510 307                     | 74 763 400                        | 147 746 907        |

### Explication des principaux écarts :

#### **Action 1 : Prévention et réduction des risques de catastrophe**

**Titre 2 :** Il apparait un différentiel entre les crédits ouverts et les crédits consommés de **157 995 542 FCFA** que nous ne saurons expliquer. Cependant, le programme emploie des agents de la MONP dont les situations salariales ne sont toujours pas régularisées.

**Titre 3 :** Sur **5 000 000 FCFA** de crédits ouverts, **4 000 000 FCFA** ont été exécutés, soit un écart de **1 000 000 F.CFA**. Cet écart se justifie par l'impossibilité de pouvoir engager le reliquat disponible, faute de clôture précipitée.

**Titre 4 :** Les crédits de ce titre n'ont pas été exécutés cette année du fait de la clôture précipitée du budget 2020.

**Titre 5 :** Le Programme a bénéficié, en 2020, de **222 510 307 FCFA** de crédit de la part de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), pour le compte du « **Renforcement des capacités de gestion des catastrophes** »,

Ce montant n'a été exécuté qu'à hauteur de **74 763 400 FCFA**, soit un écart de **147 746 907 FCFA**.

Ceci a tout de même permis au Programme de réaliser les activités relatives à « **l'évaluation de besoins des populations victimes de sinistres en période du confinement consécutif au COVID 19** », à la confection des plaques **d'affichages** et à la diffusion des **spots radio-télévisés** de sensibilisation sur les gestes inciviques à l'origine des inondations.

## **Action 2 : Gestion des catastrophes**

**Titre 2** : Un écart entre les crédits ouverts et ceux engagés de l'ordre de **165 303 700 FCFA** est visible. Un écart que nous ne saurons expliquer dans la mesure où le programme a encore, à ce jour, des agents dont la situation salariale n'est toujours pas régularisée, alors que, semble-t-il, les crédits le permettent.

**Titre 3** : Sur les **2 500 000 F.CFA** ouverts, **2 000 000FCFA** ont été consommés, soit un écart de **500 000 FCFA** qui n'ont pu être engagés par faute de clôture budgétaire précipitée.

### **RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME**

#### **Récapitulation des mouvements entre actions et titres au sein du programme**

#### **Transferts**

#### **Tableau récapitulatif des transferts**

| <b>Programme source du transfert</b> | <b>Programme destinataire du transfert</b> | <b>Titre</b> | <b>Modification du montant d'AE pour le programme</b> | <b>Modification du montant de CP pour le programme</b> |
|--------------------------------------|--|--------------|---|--|
| Programme 23 780                     | Programme 2.157                            | Titre 2      | 281 842   | 281 842  |
| <b>Total des Transferts</b>          |  |              | <b>281 842</b>  | <b>281 842</b>   |
| dont Titre 2                         |  |              | 281 842   | 281 842  |

#### **Explication des impacts de chaque transfert :**

#### **TITRE 2**

Le titre 2 a bénéficié d'un transfert en provenance du programme « dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles » à hauteur de 281 842 FCFA pour le paiement des salaires journaliers des agents de la main d'œuvre non permanente.

# EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

## EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT

| Emplois de l'administration  | Effectifs au 31 décembre 2018 | Effectifs au 31 décembre 2019 | Effectifs au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 | Mouvements d'effectifs en 2020 |          |                           | Effectifs au 31.12. 2020 |
|--|-------------------------------|-------------------------------|---|--------------------------------|----------|---------------------------|--------------------------|
|  |                               |                               |   | Sorties                        | Entrées  | Ecart (entrées - sorties) |                          |
| <b>Agents hors catégorie</b>   | <b>0</b>                      | <b>0</b>                      | <b>0</b>                                  | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>0</b>                 |
| <b>Agents de catégorie A</b>   | <b>13</b>                     | <b>13</b>                     | <b>13</b>                                 | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>13</b>                |
| Permanents   | 10                            | 10                            | 10  | 0                              | 0        | 0                         | 10                       |
| Non permanents   | 0                             | 0                             | 0   | 0                              | 0        | 0                         | 0                        |
| <b>Agents de catégorie B</b>   | <b>12</b>                     | <b>12</b>                     | <b>12</b>                                 | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>12</b>                |
| Permanents   | 12                            | 12                            | 12  | 0                              | 0        | 0                         | 12                       |
| Non permanents   | 0                             | 0                             | 0   | 0                              | 0        | 0                         | 0                        |
| <b>Agents de catégorie C</b>   | <b>1</b>                      | <b>1</b>                      | <b>1</b>                                  | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>1</b>                 |
| Permanents   | 1                             | 1                             | 1   | 0                              | 0        | 0                         | 1                        |
| Non permanents   | 0                             | 0                             | 0   | 0                              | 0        | 0                         | 0                        |
| <b>Agents sur solde indiciaire (Cat A + B + C)</b>                       | <b>26</b>                     | <b>26</b>                     | <b>26</b>                                 | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>26</b>                |
| <b>Main d'œuvre non permanente</b>                                       | <b>4</b>                      | <b>4</b>                      | <b>4</b>                                  | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>4</b>                 |
| <b>Total pour les emplois de l'administration au niveau du programme</b> | <b>30</b>                     | <b>30</b>                     | <b>30</b>                                 | <b>0</b>                       | <b>0</b> | <b>0</b>                  | <b>30</b>                |

### Explication des évolutions :

Au 31 décembre 2020 les effectifs se décomposaient comme suit :

- 13 fonctionnaires de la catégorie A ;
- 12 fonctionnaires de la catégorie B ;
- 01 fonctionnaire de la catégorie C ;
- 04 agents appartenant à la MONP.

Les effectifs du programme sont restés stables.

# ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

## TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

|   | Crédits de titre 2 prévus dans la LFR |                    | Crédits de titre 2 consommés |                  | Ecart              |                    |
|---|---------------------------------------|--------------------|------------------------------|------------------|--------------------|--------------------|
|   | AE                                    | CP                 | AE                           | CP               | AE                 | CP                 |
| Masse salariale des emplois de l'administration   | 174 502 200                           | 174 502 200        | 9 198 500                    | 9 198 500        | 165 303 700        | 165 303 700        |
| Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère | 0                                     | 0                  | 0                            | 0                | 0                  | 0                  |
| <b>Total des crédits de titre 2</b>   | <b>174 502 200</b>                    | <b>174 502 200</b> | <b>9 198 500</b>             | <b>9 198 500</b> | <b>165 303 700</b> | <b>165 303 700</b> |

### Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

La masse salariale des emplois de l'administration sert à rémunérer le personnel de la main d'œuvre non permanente (MONP) affectée au programme. Ces crédits sont gérés par les services de la solde.

Il est, cependant à noter que l'écart de **165 303 700 FCFA** est surprenant dans la mesure où le programme n'a enregistré ni départ à la retraite, ni décès. En revanche, nous avons du personnel en instance de recrutement depuis plus de 6 ans. Pourquoi ne pas procéder au remplacement numérique ?

## TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

|   | Crédits de titre 3 prévus dans la LFR |                  | Crédits de titre 3 consommés |                  | Ecart            |                  |
|---|---------------------------------------|------------------|------------------------------|------------------|------------------|------------------|
|   | AE                                    | CP               | AE                           | CP               | AE               | CP               |
| <b>N°2.150 Action.1: Prévention et réduction des risques des catastrophes</b>                                       | <b>5 000 000</b>                      | <b>5 000 000</b> | <b>4 000 000</b>             | <b>4 000 000</b> | <b>1 000 000</b> | <b>1 000 000</b> |
| Activité 1 : Elaboration de méthodes et d'outils pour la mise en œuvre des politiques et appui à leur mise en œuvre | 500 000                               | 500 000          | 500 000                      | 500 000          | 0                | 0                |
| Activité 2 : Coordination des activités des différents acteurs dans le champ d'action du programme                  | 1 500 000                             | 1 500 000        | 1 000 000                    | 1 000 000        | 500 000          | 500 000          |
| Activité 3 : Formation, Communication et sensibilisation externes   | 3 000 000                             | 3 000 000        | 2 500 000                    | 2 500 000        | 500 000          | 500 000          |
| <b>N°2.150 Action 2 : Gestion des catastrophes</b>  | <b>2 500 000</b>                      | <b>2 500 000</b> | <b>2 000 000</b>             | <b>2 000 000</b> | <b>500 000</b>   | <b>500 000</b>   |
| Activité 1 : Gestion des catastrophes, collecte de données et production de données statistiques                    | 2 500 000                             | 2 500 000        | 2 000 000                    | 2 000 000        | 500 000          | 500 000          |
| <b>Total des crédits de titre 3</b>   | <b>7 500 000</b>                      | <b>7 500 000</b> | <b>6 000 000</b>             | <b>6 000 000</b> | <b>1 500 000</b> | <b>1 500 000</b> |

### Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations

Les crédits de titre 3 ont été consommés par action et par activité selon la répartition suivante :

#### **ACTION 1 : Prévention et réduction des risques de catastrophe**

**Activité 1 : Elaboration de méthodes et d'outils pour la mise en œuvre des politiques et appui à leur mise en œuvre.**

Cette activité a gravité essentiellement autour de sensibilisation des populations sur les risques d'inondation pour le coût de **500 000 FCFA**.

**Activité 2 : Coordination des activités des différents acteurs dans le champ d'action du programme.**

Cette activité couvre toutes les tâches des acteurs du programme qui consistent en l'organisation, en l'animation et en la coordination du travail de la Direction générale de la Protection Civile. Les crédits de cette activité s'élèvent à : **1 000 000 F.CFA**. Un écart de **500 000 FCFA** se justifie du fait de la clôture précipitée du budget 2020.

### Activité 3 : Formation, Communication et sensibilisation externes

Cette activité a donné lieu à la dépense relative au renforcement des capacités des agents de la DGPC sur « les gestes qui sauvent » à concurrence de **2 500 000 FCFA**. Un écart de **500 000 FCFA** se justifie du fait de la clôture précipitée du budget 2020.

### ACTION 2 : Gestion des catastrophes

Les crédits inhérents aux activités de l'**Action 2** du Programme, soit **2 500 000 FCFA**, ont permis de financer les mouvements de terrain pour constater, évaluer et toucher du doigt les sinistres déclarés par les usagers et ceux nécessitant la mobilisation des agents en cas catastrophe touchant plusieurs familles à la fois. Un écart de **500 000 FCFA** se justifie du fait de la clôture précipitée du budget 2020.

## TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS

| Actions   | Crédits de titre 4 prévus dans la LFR |                   | Crédits de titre 4 consommés |          | Ecart             |                   |
|---|---------------------------------------|-------------------|------------------------------|----------|-------------------|-------------------|
|   | AE                                    | CP                | AE                           | CP       | AE                | CP                |
| <b>N°2.150 Action.1: Prévention et réduction des risques des catastrophes</b> | <b>15 000 000</b>                     | <b>15 000 000</b> | 0                            | 0        | <b>15 000 000</b> | <b>15 000 000</b> |
| Transfert : Cotisations internationales OIPC                                  | 15 000 000                            | 15 000 000        | 0                            | 0        | <b>15 000 000</b> | <b>15 000 000</b> |
| <b>N°2.150 Action 2 : Gestion des catastrophes</b>                            | 0                                     | 0                 | 0                            | 0        | 0                 | 0                 |
| <b>Total des crédits de titre 4</b>   | <b>15 000 000</b>                     | <b>15 000 000</b> | <b>0</b>                     | <b>0</b> | <b>15 000 000</b> | <b>15 000 000</b> |

### Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 4 en faisant sortir les différents types de transferts et de bénéficiaires :

Les crédits du **titre 4** n'ont pas été exécutés en 2020, du fait de la clôture précipitée du budget, d'où l'écart de 15 000 000 FCFA constaté, soit 100%.

## TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Actions   | Crédits de titre 5 prévus dans LFR |                    | Crédits de titre 5 consommés |                   | Ecart              |                    |
|---|------------------------------------|--------------------|------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
|   | AE                                 | CP                 | AE consommées                | CP consommées     | AE                 | CP                 |
| <b>N°2.150 Action.1: Prévention et réduction des risques des catastrophes</b> | <b>222 510 307</b>                 | <b>222 510 307</b> | <b>74 763 400</b>            | <b>74 763 400</b> | <b>147 746 907</b> | <b>147 746 907</b> |
| Renforcement des capacités de gestion des catastrophes dans la CEEAC          | 222 510 307                        | 222 510 307        | 74 763 400                   | 74 763 400        | 147 746 907        | 147 746 907        |
| <b>N°2.150 ACTION 2 : Gestion des catastrophes</b>                            | 0                                  | 0                  | 0                            | 0                 | 0                  | 0                  |
| <b>Total des crédits de titre 5</b>   | <b>222 510 307</b>                 | <b>222 510 307</b> | <b>74 763 400</b>            | <b>74 763 400</b> | <b>147 746 907</b> | <b>147 746 907</b> |

### Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 5 en faisant sortir les différents projets de développement et d'équipement :

Les crédits du titre 5 ont été exécutés à hauteur de **74 763 400 FCFA** sur les **222 510 307 CFA** disponibles pour la réalisation des activités relatives à l'évaluation de besoins des populations victimes de sinistres en période de confinement consécutif au COVID 19 et au renforcement des capacités de leur résilience face aux catastrophes, particulièrement les inondations, Ces activités sont les suivantes :

- Evaluation de besoins des populations victimes d'éboulements : **10 015 850 FCFA**

- Evaluation de besoins des populations victimes d'inondation : **10 015 850 FCFA**
- Evaluation de besoins des populations victimes de vents violents : **10 015 850 FCFA**
- Evaluation de besoins des populations victimes d'incendies : **10 015 850 FCFA**
- Sensibilisation des populations du Grand Libreville sur la lutte contre la propagation de la COVID-19 : **11 000 000 F.CFA**
- Conception et réalisation de 1000 Plaques d'affichage de prévention contre les inondations : **8 200 000 FCFA ;**
- **Spots de sensibilisation** diffusés à la **radio** et à la **télévision** sur les gestes à proscrire pour éviter les inondations : **7 500 000.F.CFA**
- Atelier de renforcement des capacités des agents de la DGPC sur la gestion et la réduction des risques de catastrophes : **8 000 000 F.CFA**

L'écart de **147 746 907 FCFA**, soit **66,40 %** de crédits non exécutés, se justifie par l'impossibilité de pouvoir engager, faute de clôture budgétaire.

# PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN



# BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

## PRESENTATION DU PROGRAMME

---

### PERIMETRE DU PROGRAMME

---

Le responsable du programme est le **Secrétaire Général**.

Le programme pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire a pour principales missions :

- la définition des orientations stratégiques ;
- la coordination technique de l'administration générale des services du Ministère.

Le programme pilotage et soutien comprend toutes les fonctions transversales qui viennent en appui des programmes de politiques publiques. Ces fonctions sont aujourd'hui portées par des directions centrales (Ressources humaines, Affaires financières, Affaires juridiques, Études et statistiques, Communication, Systèmes d'information, Documentation, Publication et archives), outre le cabinet, l'inspection générale et le secrétariat général.

### PRESENTATION DES ACTIONS

---

#### **ACTION N° 1 : Pilotage de la stratégie ministérielle**

L'action pilotage de la stratégie ministérielle recouvre les activités du Cabinet du Ministre, du Cabinet du Ministre Délégué, de l'Inspection Générale des Services et de l'Inspection Générale des Forces de Police Nationale. Elle consiste à :

- la conception de la stratégie ministérielle en matière d'administration territoriale, des frontières, de protection civile et de décentralisation ;
- l'application du contrôle de la performance du département.

#### **ACTION N° 2 : Coordination administrative**

L'action "coordination administrative" est pilotée par le Secrétariat Général. Cette action consiste à :

- la coordination de la politique de gestion des ressources humaines, des finances, du patrimoine, des systèmes d'information et de la communication ;
- l'orientation, la supervision, et la coordination de l'action des programmes du Ministère ;
- l'appui des programmes de politiques publiques à travers les fonctions soutien.

### PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

---

Les principaux éléments de contexte et les faits marquants :

- la mise en place effective de la Direction centrale des systèmes d'information et de la Direction centrale des ressources humaines.

Les points forts :

- la connexion de certains services au réseau internet ;
- l'élaboration du répertoire électronique ;
- la modernisation de l'outil de travail (acquisition du matériel informatique) ;
- la mise en place du comité de pilotage pour l'élaboration des textes ;
- la mise en place des véritables outils en matière des ressources humaines.

Les points faibles :

- l'insuffisance des agents de conception ;
- l'insuffisance des conditions de travail (bureaux, matériel roulant, matériel informatique et mobilier).

- Enjeu 1 : assurer une gouvernance proactive et efficace de l'administration du Ministère ;
- Enjeu 2 : faire des fonctions support des acteurs déterminants de la modernisation de l'administration du Ministère ;
- Enjeu 3 : développer la performance globale et au niveau de chaque fonction soutien.

RAPPEL DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

**OBJECTIF N°1 : être parvenu d'ici à 2020 à faire vivre un dispositif opérationnel de pilotage des programmes assis sur des pratiques courantes.**

- Résultat annuel attendu 1 : disposer de onze (11) manuels de procédures formalisés et partagés.
- Résultat annuel attendu 2 : recenser les plaintes à l'endroit des forces de police sur la route.

**OBJECTIF N°2 : parvenir à mettre en place d'ici à 2020 les trois (3) outils pour une gestion moderne des ressources humaines (les fiches de postes actuelle, la proposition des référentiels des métiers pour le ministère et le plan de formation).**

- Résultat annuel attendu : disposer d'un référentiel des métiers, du plan de formation à 85% et des fiches de postes à 100%.

**OBJECTIF N°3 : Améliorer les conditions ergonomiques du ministère.**

Résultat annuel attendu : avoir déployé le RAG dans les deux provinces du Haut-Ogooué et l'Ogooué-Maritime

**AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE**

**OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : Etre parvenu d'ici à 2019 à faire vivre un dispositif opérationnel de pilotage des programmes assis sur les pratiques courantes**

**Niveau de réalisation des résultats annuels**

**Rappel des résultats attendus**

- Résultat annuel attendu 1 : disposer de onze (11) manuels de procédures formalisés et partagés.
- Résultat annuel attendu 2 : recenser les plaintes à l'endroit des forces de police sur la route.

**Résultats annuels atteints**

- Résultat annuel N°1 : Non atteint mais quatre manuels ont été élaborés et transmis à la commission de validation.
- Résultat annuel N°2 : atteint

**Indicateurs de performance**

| Intitulé   | Unité  | 2018 Réalisation | 2019 Réalisation | 2020 Prévision PAP | 2020 Réalisé | Ecart 2020 (Réalisé - Prévision) | 2021 Cible PAP | Cible à l'échéance pluriannuelle |
|--|--------|------------------|------------------|--------------------|--------------|----------------------------------|----------------|----------------------------------|
| Nombre de manuels de procédures formalisés et partagés ; | Nombre | 0                | 6                | 4                  | 0            | -4                               | 3              | 10                               |
| Taux de baisse des plaintes des usagers de la route      | %      | 0                | 0                | 25                 | 0            | -25                              | 100            | 100                              |

**Explication du niveau d'atteinte des résultats :**

La prévision de résultat annuel pour 2020 n'a pas été réalisée en totalité.

**OBJECTIF STRATEGIQUE N°2 : Parvenir à mettre en place d'ici à 2021 les trois premiers outils pour une gestion moderne des ressources humaines (les fiches de postes actuelles, la proposition des référentiels des métiers pour le ministère et le plan de formation)**

### **Niveau de réalisation des résultats annuels**

#### **Rappel des résultats attendus**

Résultat annuel attendu : disposer d'un référentiel des métiers, du plan de formation à 85% et des fiches de postes à 100

#### **Résultats annuels atteints**

Résultat annuel : atteint

#### **Indicateurs de performance**

| Intitulé                           | Unité  | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Prévision<br>PAP | 2020<br>Réalisé | Ecart 2020<br>(Réalisé -<br>Prévision) | 2021<br>Cible PAP | Cible à<br>l'échéance<br>pluriannuelle |
|------------------------------------|--------|---------------------|---------------------|--------------------------|-----------------|--|-------------------|--|
| Nombre de référentielle<br>élaboré | Nombre | N/A                 | 1                   | 1                        | 1               | 0                                      | 1                 | 1                                      |

#### **Explication du niveau d'atteinte des résultats :**

La prévision de résultat annuel pour 2020a été réalisée.

## OBJECTIF STRATEGIQUE N°3: Améliorer les conditions ergonomiques du ministère

### Niveau de réalisation des résultats annuels

#### Rappel des résultats attendus

Résultat annuel attendu : avoir déployé le RAG dans les deux provinces du Haut-Ogooué et l'Ogooué-Maritime

#### Résultats annuels atteints

Résultat annuel : atteint

#### Indicateurs de performance

| Intitulé                       | Unité | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Prévision<br>PAP | 2020<br>Réalisé | Ecart 2020<br>(Réalisé -<br>Prévision) | 2021<br>Cible PAP | Cible à<br>l'échéance<br>pluriannuelle |
|--------------------------------|-------|---------------------|---------------------|--------------------------|-----------------|--|-------------------|--|
| Taux de connectivité<br>au RAG | %     | 80                  | 90                  | 100                      | 100%            | 0                                      | 100%              | 100%                                   |

#### Explication du niveau d'atteinte des résultats :

La prévisions de résultat annuel pour 2020 a été réalisée.

# PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

## RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

| Action et titre  | Autorisations d'engagement       |                                  |                     | Crédits de paiement             |                                   |                     |
|--|----------------------------------|----------------------------------|---------------------|---------------------------------|-----------------------------------|---------------------|
|  | AE ouvertes en LFR pour 2020 (a) | AE engagées en LFR pour 2020 (b) | Ecart (a - b)       | CP ouverts en LFR pour 2020 (c) | CP consommés en LFR pour 2020 (d) | Ecart (c) - (d)     |
| <b>N°2.157 Action1Pilotage de la stratégie ministérielle</b> | <b>50 000 000</b>                | <b>154 768 301</b>               | <b>-104 768 301</b> | <b>50 000 000</b>               | <b>154 768 301</b>                | <b>-104 768 301</b> |
| Titre 1. Charges financières de la dette                     | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| Titre 2. Dépenses de personnel                               | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| Titre 3. Dépenses de biens et services                       | 50 000 000                       | 154 768 301                      | -104 768 301        | 50 000 000                      | 154 768 301                       | -104 768 301        |
| Titre 4. Dépenses de transfert                               | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| Titre 5. Dépenses d'investissement                           | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| Titre 6. Autres dépenses                                     | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| <b>N°2.157 Action2Coordination Administrative</b>            | <b>50 000 000</b>                | <b>150 250 000</b>               | <b>-100 250 000</b> | <b>50 000 000</b>               | <b>150 250 000</b>                | <b>-100 250 000</b> |
| Titre 1. Charges financières de la dette                     | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| Titre 2. Dépenses de personnel                               | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| Titre 3. Dépenses de biens et services                       | 50 000 000                       | 150 250 000                      | -100 250 000        | 50 000 000                      | 150 250 000                       | -100 250 000        |
| Titre 4. Dépenses de transfert                               | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| Titre 5. Dépenses d'investissement                           | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| Titre 6. Autres dépenses                                     | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| <b>Total pour le programme</b>                               | <b>100 000 000</b>               | <b>305 018 301</b>               | <b>-205 018 301</b> | <b>100 000 000</b>              | <b>305 018 301</b>                | <b>-205 018 301</b> |
| Titre 1. Charges financières de la dette                     | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| Titre 2. Dépenses de personnel                               | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| Titre 3. Dépenses de biens et services                       | 100 000 000                      | 305 018 301                      | -205 018 301        | 100 000 000                     | 305 018 301                       | -205 018 301        |
| Titre 4. Dépenses de transfert                               | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| Titre 5. Dépenses d'investissement                           | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |
| Titre 6. Autres dépenses                                     | 0                                | 0                                | 0                   | 0                               | 0                                 | 0                   |

### Explication des principaux écarts :

Inscrit à hauteur de **100 000 000 FCFA**, le budget du programme Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité a été exécuté pour un montant de **305 018 301 FCFA**, soit un écart de **205 018 301 FCFA** correspondant à un taux d'exécution de **305,01 %**. Ce dépassement de **205 018 301 FCFA** correspond à une réattribution des crédits qui avait été au préalable pris en compte au ministère de la Justice, les deux départements ayant été fusionnés.

## RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

### Récapitulation des mouvements entre actions et titres au sein du programme

#### Tableau récapitulatif des mouvements entre actions et titres

|   | Titre 1  | Titre 2  | Titre 3             | Titre 4  | Titre 5  | Titre 6  | Total               |
|---|----------|----------|---------------------|----------|----------|----------|---------------------|
| Action 1 Pilotage de la stratégie ministérielle | 0        | 0        | -104 768 301        | 0        | 0        | 0        | -104 768 301        |
| Action 2 Coordination Administrative.           | 0        | 0        | -100 250 000        | 0        | 0        | 0        | -100 250 000        |
| <b>Total des mouvements</b>                     | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>-205 018 301</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>-205 018 301</b> |

#### Explication globale de l'utilisation de la fongibilité :

L'utilisation des crédits sur l'exercice 2020 s'est répartie comme suit :

- mission conduite par l'inspection Générale : **99 855 000 FCFA** ;
- dépenses de fonctionnement des services (dépenses indispensables) : **205 163 301 FCFA**.

L'utilisation de la fongibilité a permis de gérer l'essentiel des crédits de manière collégiale dans le programme.

### Transferts

#### Tableau récapitulatif des transferts

| Programme source du transfert | Programme destinataire du transfert | Titre   | Modification du montant d'AE pour le programme | Modification du montant de CP pour le programme |
|-------------------------------|-------------------------------------|---------|--|---|
| Programme 23 780              | Programme 2.157                     | Titre 3 | 44 410 524                                     | 44 410 524                                      |
| <b>Total des Transferts</b>   |                                     |         | <b>44 410 524</b>                              | <b>44 410 524</b>                               |
| dont Titre 2                  |                                     |         | 0  | 0   |

#### Explication des impacts de chaque transfert :

##### TITRE 3

Le titre 2 a bénéficié d'un transfert en provenance du programme « dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles » à hauteur de 44 410 524 FCFA pour le paiement de des honoraires et des frais connexes.

# EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

## EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT

| Emplois de l'administration  | Effectifs au 31 décembre 2018 | Effectifs au 31 décembre 2019 | Effectifs au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 | Mouvements d'effectifs en 2020 |         |                           | Effectifs au 31.12. 2020 |
|--|-------------------------------|-------------------------------|---|--------------------------------|---------|---------------------------|--------------------------|
|  |                               |                               |   | Sorties                        | Entrées | Ecart (entrées - sorties) |                          |
| <b>Agents hors catégorie</b>   | 47                            | 47                            | 47  | 0                              | 0       | 0                         | 47                       |
| <b>Agents de catégorie A</b>   | 81                            | 81                            | 81  | 0                              | 0       | 0                         | 81                       |
| Permanents   | 79                            | 79                            | 79  | 0                              | 0       | 0                         | 79                       |
| Non permanents   | 2                             | 2                             | 2   | 0                              | 0       | 0                         | 2                        |
| <b>Agents de catégorie B</b>   | 48                            | 48                            | 48  | 0                              | 0       | 0                         | 48                       |
| Permanents   | 38                            | 38                            | 38  | 0                              | 0       | 0                         | 38                       |
| Non permanents   | 10                            | 10                            | 10  | 0                              | 0       | 0                         | 10                       |
| <b>Agents de catégorie C</b>   | 10                            | 10                            | 10  | 0                              | 0       | 0                         | 10                       |
| Permanents   | 2                             | 2                             | 2   | 0                              | 0       | 0                         | 2                        |
| Non permanents   | 8                             | 8                             | 8   | 0                              | 0       | 0                         | 8                        |
| <b>Agents sur solde indiciaire (Cat A + B + C)</b>                       | 186                           | 186                           | 186                                       | 0                              | 0       | 0                         | 186                      |
| <b>Main d'œuvre non permanente</b>                                       | 32                            | 32                            | 32  | 0                              | 0       | 0                         | 32                       |
| <b>Total pour les emplois de l'administration au niveau du programme</b> | 218                           | 218                           | 218                                       | 0                              | 0       | 0                         | 218                      |

### Explication des évolutions :

Les effectifs n'ont pas connu d'évolution.

# ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

## TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

|   | Crédits de titre 3 prévus dans la LFR |                    | Crédits de titre 3 consommés |                    | Ecart               |                     |
|---|---------------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|
|   | AE                                    | CP                 | AE                           | CP                 | AE                  | CP                  |
| ACTION 1 : pilotage                       | 50 000 000                            | 50 000 000         | 50 000 000                   | 154 768 301        | <b>-104 768 301</b> | <b>-104 768 301</b> |
| Dépenses indispensables de fonctionnement | 50 000 000                            | 50 000 000         | 50 000 000                   | 154 768 301        | <b>-104 768 301</b> | <b>-104 768 301</b> |
| ACTION 2 : coordination                   | 50 000 000                            | 50 000 000         | 50 000 000                   | 150 250 000        | <b>-100 250 000</b> | <b>-100 250 000</b> |
| Dépenses indispensables de fonctionnement | 50 000 000                            | 50 000 000         | 50 000 000                   | 150 250 000        | <b>-100 250 000</b> | <b>-100 250 000</b> |
| <b>Total des crédits de titre 3</b>       | <b>100 000 000</b>                    | <b>100 000 000</b> | <b>100 000 000</b>           | <b>305 018 301</b> | <b>-205 018 301</b> | <b>-205 018 301</b> |

### Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations

L'utilisation des crédits sur l'exercice 2020 s'est répartie comme suit :

- mission conduite par l'inspection Générale : **99 855 000 FCFA** ;
- dépenses de fonctionnement des services (dépenses indispensables) : **205 163 301 FCFA**.

L'utilisation de la fongibilité a permis de gérer l'essentiel des crédits de manière collégiale dans le programme